

# L'activité de Léopold de Nucé au Grand Conseil helvétique du 14 mai 1798 au 7 août 1800

Pierre-Alain PUTALLAZ

## INTRODUCTION

### LA CARRIÈRE MILITAIRE DE LÉOPOLD DE NUCÉ

Jusqu'à cinquante-six ans, Léopold de Nucé vécut à l'étranger, en Autriche d'abord, en France ensuite, où il exerça le métier des armes. Les pages qui suivent témoignent de l'état actuel des connaissances que l'on possède sur la vie de Léopold de Nucé avant 1796, sur son activité militaire en particulier ; elles contribueront à faire mieux comprendre l'attitude du général vouvryen lors de la Révolution helvétique <sup>1</sup>.

#### *Avant la Révolution française*

Léopold-François de Nucé naît le 17 juillet 1740 à Innsbruck <sup>2</sup>, dans le Tyrol, de l'union de Jean-Antoine de Nucé et de Marie-Péronne Tornery <sup>3</sup>. Huit ans auparavant, le 17 mars 1732, l'empereur d'Allemagne Charles VI a octroyé à son père, officier au service d'Autriche, un diplôme de noblesse <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> On trouvera les sources et la bibliographie qui sont à la base de notre travail à la fin de celui-ci, pp. 68-71.

<sup>2</sup> Le 22 juin 1740, selon BERTRAND, p. 1.

<sup>3</sup> Jean-Antoine de Nucé a eu, d'un précédent mariage avec Anne-Marie Tornery, 6 enfants dont 2 moururent en bas âge. Marie-Péronne Tornery lui donnera 4 garçons dont Léopold est le 2<sup>e</sup>. Cf. AV, Rz, cart. 64, fasc. 3, n° 1 : Histoire généalogique de la famille de Nucé, pp. 17-18.

<sup>4</sup> *Ibidem*, pp. 25-30 : copie du diplôme de noblesse accordé à la famille de Nucé par l'empereur Charles VI. — La famille de Nucé a été admise au franc-patriotage et à la bourgeoisie de Sion par lettres patentes du 11 mars 1650.

et l'agrégation au nombre des gentilshommes du Saint Empire romain germanique ; c'est peut-être ce qui détermine le jeune Léopold à choisir le métier des armes<sup>5</sup>. A l'âge de dix-huit ans, il entre comme enseigne au service de sa Majesté d'Autriche François I<sup>er</sup> dans le régiment de Charles de Lorraine et participe à la guerre de Sept Ans, de 1756 à 1763. Il est blessé à Dresde, reçoit le grade de sous-lieutenant le 15 juillet 1759, puis est muté dans le corps des grenadiers du général Ferraris dont il devient l'aide de camp.

A la fin de la guerre, fin devenue effective avec les traités de Paris du 10 février 1763 et de Hubertsbourg du 15 février de la même année, il est libéré de ses engagements militaires. Le 29 avril 1764, il passe au service de France, entre comme sous-lieutenant dans le régiment de Courten qui vient d'être l'objet d'une réorganisation le 30 septembre 1760, lors du renouvellement de la capitulation de 1689. Durant près de trente ans, loin de l'exaltation des combats, il va parcourir la France de garnison en garnison, faire halte notamment à Toul, Strasbourg, Fort-Louis-du-Rhin, Wissembourg, Compiègne, Besançon, Douai, Brest, Valenciennes, Belle-Ile-en-Mer, Saintes<sup>6</sup>, Toulon, Sarrelouis, Cambrai enfin, et interrompre cet itinéraire, lors de congés, par de fréquents voyages et séjours à Paris, Besançon, Vevey et en Valais. Le 5 avril 1766, il devient lieutenant et, le 6 juin 1784, capitaine-commandant. Ces avancements sont une bien timide satisfaction pour un esprit ténébreux à qui la monotonie de la vie de garnison ne convient guère. Les lettres qu'il écrit à cette époque sont significatives de son spleen : « Nous partons demain pour Condé, où nous arrivons le 10 et où je m'ennuierai à périr, bien résolu d'y vivre comme ici, dans la plus grande solitude<sup>7</sup> » ; ou encore : « Je n'ai pas été aussi heureux que vous. Mais le méritais-je, moi qui ne sais prendre mon parti de rien, moi qui à ma sensibilité naturelle ajoute à chaque instant mille tableaux désagréables sur l'avenir...<sup>8</sup> ».

### *Sous la Révolution française*

Léopold de Nucé est encore capitaine-commandant quand éclate la Révolution. Son impulsion naturelle, ses aspirations de justice et de liberté, l'ennui des villes de garnison, le jettent dans le tourbillon révolutionnaire qui ébranle la France. Il s'affilie au « Club des Amis de la Constitution de Cambrai » ; le 20 avril 1790, il se présente à la barre de l'Assemblée nationale et annonce aux députés présents qu'il fait don au pays de six cents livres,

<sup>5</sup> On ignore les études suivies par de Nucé. Une certitude cependant : sa culture est celle d'un humaniste. Il sait 4 langues : le latin, le français, l'allemand et l'italien.

<sup>6</sup> Dès le mois d'octobre 1782 et pendant 2 ans, le régiment de Courten y est employé à l'assèchement des marais charentais.

<sup>7</sup> AV, Rz, 21/23/2 : lettre de Léopold de Nucé à Joseph Cuydard ; Meaux, le 31 août 1775.

<sup>8</sup> AV, Rz, 21/23/3 : lettre de Nucé à Cuydard, du 20 septembre 1778. Au sujet de l'ennui qui pesait sur les soldats en garnison, cf. Jean-Charles de COURTEN, *Le régiment de Courten*, dans *les Annales Valaisannes*, 1<sup>re</sup> série, t. I, 1916-1917, pp. 33-43.

somme correspondant à une année de sa pension. Ce geste généreux, preuve de son républicanisme, soulève la colère de la Diète valaisanne qui, en octobre 1790, prononce sa déchéance du droit de cité, la confiscation de ses biens et son bannissement perpétuel du Valais. Cette décision ne dissuade nullement l'officier valaisan de prêter, à Saint-Quentin, le serment individuel de fidélité à la Nation qu'a exigé l'Assemblée nationale par un décret du 13 juin 1791. C'en est trop ! Le 17 août 1791, la Diète le déclare traître à la patrie et l'expulse du régiment de Courten<sup>9</sup>, lui qui, le 10 avril 1791, a reçu la croix de l'ordre royal de Saint-Louis.

Dès lors, Nucé — il a renoncé à sa particule — va résider près de neuf mois dans la capitale française. Il y rencontre un compagnon d'infortune, expulsé comme lui du régiment valaisan, Emmanuel de Rivaz, qui avait quitté Cambrai le 22 juin 1791. Ensemble, ils cherchent un nouveau poste, visitent des députés de tous les partis, rencontrent le comte de Crillon et le baron Wimpfen, tous deux maréchaux de camp, le général La Fayette, et même le duc d'Orléans. Leurs efforts communs n'aboutissent pas. Ils finissent par se disputer et se séparent.

Emmanuel de Rivaz étant devenu aide de camp de Dumouriez, Nucé n'hésite pas à lui demander son aide ; l'officier sédunois, magnanime, intervient auprès du député Hérault de Séchelles en faveur de son ancien ami et, le 13 avril 1792, Nucé est nommé lieutenant-colonel du Royal Liégeois, le 101<sup>e</sup> régiment, attaché à l'armée des Alpes. Sa joie est grande. Il quitte Paris et gagne Grenoble où se trouve son nouveau régiment duquel sont suspendus, quelques mois plus tard, les deux colonels de Samès et Perrier<sup>10</sup>. Ils le méritaient bien, si l'on en croit Nucé, « surtout par leur impudente menace de ne pas retourner à l'armée du Midi lorsque l'ordre en arriva et par les menées abominables avec lesquelles ils ont séduit les soldats dont près de 300 ont décampé<sup>11</sup> ». Le 19 août, Nucé, sur ordre du représentant du peuple Lacombe-Saint-Michel, remplace de Samès ; il devient ainsi colonel. Le 25 septembre 1792 déjà, il est nommé maréchal de camp dans l'armée des Pyrénées-Orientales qui, sous le commandement de Dugommier, guerroyait contre les Espagnols, les chasse de la Montagne Noire et envahit la Catalogne.

Nucé commande à Saint-Jean-Pied-de-Port lorsqu'il est rappelé à Toulouse le 19 mars 1793. Le 27 avril, il commande l'Ariège ; le 3 août, la division Montredon. Il a retrouvé une seconde jeunesse, redouble d'activité et se découvre un intérêt certain pour les affaires publiques : « Au nom de la loi, au nom de la Patrie en danger, je vous requiers, vous conjure et vous somme, Législateur, de dénoncer les coupables administrateurs à la Convention nationale. Lisez ma lettre tout au long à la tribune ; que l'on me mande

<sup>9</sup> Cette sentence est confirmée dans la 2<sup>e</sup> séance de décembre 1791. Cf. AV, L 23, vol. VII : Recès de la Diète, 1744-1799, p. 680. — Pour connaître la réaction de Nucé et ses préoccupations après les décisions de la Diète, cf. sa lettre à M<sup>me</sup> V<sup>ve</sup> Charles de Rivaz ; Paris, 1<sup>er</sup> novembre 1791 (AV, Rz, 51/6/17).

<sup>10</sup> D'après le général Pierre-Emmanuel-Jacques de Rivaz, Nucé aurait joué un rôle actif dans la suspension des deux colonels.

<sup>11</sup> AV, Rz, 21/29/1 : lettre de Nucé à Charles-Emmanuel de Rivaz, du 19 août 1792.

à la barre, j'y soutiendrai, pièces probantes à la main, l'insouciance criminelle de ces administrateurs. Je défie aucun voyageur d'avoir jamais vu un chemin comparable à ceux de Gimont à Lèguevin, département des Basses-Pyrénées ; de Bardos <sup>12</sup> à Bayonne, département des Landes ; de Bayonne à Hendaye, département des Basses-Pyrénées... <sup>13</sup> ».

Mais, soudain, la faveur dont il était entouré l'abandonne. On lui reproche de connaître personnellement des officiers autrichiens, aujourd'hui ennemis de la France ; un certain Espert, représentant du peuple, ajoute foi à ces soupçons. Le fait que Nucé est étranger, d'origine aristocratique en plus, n'arrange rien. Le voilà suspendu de ses fonctions le 7 août 1793, puis envoyé en prison à Cahors le 9 mai 1794 <sup>14</sup>, où son séjour forcé ne semble cependant pas avoir été bien pénible <sup>15</sup>. Qu'importe ! Le général valaisan ne peut supporter cette injustice, il ne cesse de protester de son innocence. Dans une lettre datée du 30 prairial an II <sup>16</sup>, il affirme qu'en moins d'une année il a écrit quarante-quatre pétitions et plus de soixante lettres aux membres du Comité de salut public et aux conventionnels pour réclamer justice. Ses amis, ses connaissances, tels Gemissieu, futur ministre de la Justice, prennent sa défense.

Le 24 août 1794, Nucé est autorisé à prendre sa retraite ; le 5 septembre enfin, il est mis en liberté. Ce ne sera que le 31 mai 1795 que sa suspension sera levée. La suite, Nucé la raconte dans une lettre adressée à son cousin Charles-Emmanuel de Rivaz ; il y écrit « que je suis à Paris depuis le 16 octobre, que j'ai pris ma retraite de deux mille cent louis comme capitaine suisse licencié ; que j'étais tout prêt à m'en venir à Vevey lorsque mon bon ami Merlin de Douai, ministre de la Justice, aujourd'hui, pour lors, membre du Comité de salut public, m'engagea à reprendre service et me nomma commandant de Bruxelles <sup>17</sup>. Je ne pus me refuser à ses instances obligeantes et pressantes, mais un membre du Directoire exécutif <sup>18</sup> s'étant conduit malhonnêtement à mon égard le 12 novembre, j'ai donné ma démission de la place de Bruxelles <sup>19</sup> et, au lieu de défendre celle-ci, j'en ai attaqué et emporté une autre. Le 30 du même mois, j'ai épousé M<sup>lle</sup> Aimée-Henriette Amat, fille de feu M. Amat, Grand Maître des eaux et des forêts de France, âgée de 22 ans... <sup>20</sup> ». Son désir est de revenir en Suisse, à Vevey

<sup>12</sup> Nucé écrit : « Gimon » et « Broudos ».

<sup>13</sup> AV, Rz, 21/29/2 : Nucé à Lacombe-Saint-Michel, Toulouse 1793.

<sup>14</sup> « De même que la suspension, l'arrestation n'est pas une punition disciplinaire. C'est une mesure provisoire et préventive qui permet à l'autorité d'étudier à loisir s'il y a lieu de mettre le prévenu en accusation ou de conclure à l'abandon de toute poursuite. » Cf. Georges SIX, *Les généraux de la Révolution et de l'Empire, 1792-1814*, Paris, 1948, p. 220.

<sup>15</sup> Cf. FLEURY.

<sup>16</sup> 18 juin 1794.

<sup>17</sup> C'est le 1<sup>er</sup> novembre 1795 que Nucé a été réintégré dans son grade et nommé commandant amovible à Bruxelles.

<sup>18</sup> Carnot.

<sup>19</sup> Le 14 novembre 1795.

<sup>20</sup> AV, Rz, 55/61/12 : lettre du 14 décembre 1795. On y lit encore : « ... ce ne sera que vers le 12 janvier que je pourrai être... à Vevey ». — Trois enfants naîtront de ce mariage avec Aimée-Henriette Amat, dont un mourra en bas âge.



où il demande au juge Veillon de lui louer un appartement. C'est probablement en janvier 1796 qu'il s'installe, en compagnie de sa femme, dans cette localité.

Voilà terminée l'étude succincte de la longue et mouvementée carrière militaire de Léopold de Nucé. Nul doute qu'en 1796 le maréchal pensait mettre un terme définitif à son activité publique. Comment aurait-il pu imaginer en effet que, quelque deux ans plus tard, les cantons suisses allaient subir un bouleversement politique profond ? qu'il quitterait sa retraite pour se jeter dans les méandres difficiles de la politique ? que la part active qu'il prit au développement initial de la Révolution française, que son grade de maréchal de camp, gage de son attitude révolutionnaire, contribueraient à son élection au Grand Conseil helvétique, alors qu'à cinquante-huit ans, il n'avait encore aucune expérience politique ?

## I

### **ÉLECTION DE LÉOPOLD DE NUCÉ COMME DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL HELVÉTIQUE**

L'année 1798 marque le renversement des régimes aristocratiques en Suisse. Nucé retrouve, dans une ambiance exaltante, proche de celle qu'il connut en 1789, le même enthousiasme qui l'animait alors. Le destin lui est à nouveau favorable, comme au plus beau temps de sa carrière militaire. Depuis son retour en Valais jusqu'à son élection comme député au Grand Conseil helvétique, le 3 mai, et même jusqu'à son entrée en fonction le 14 mai, trois mois ne se sont pas écoulés ; pourtant que d'événements se passèrent durant ce laps de temps sur le territoire de la République helvétique, instaurée en mars 1798 ! Que d'événements s'y dérouleront encore !

#### *Retour en Valais de Léopold de Nucé*

L'inactivité de Léopold de Nucé ne dure guère. Tandis que la Confédération suisse est secouée par des mouvements révolutionnaires, le Bas-Valais proclame son indépendance le 28 janvier 1798. Le 24 février, le comité de l'Assemblée générale du Bas-Valais vote un décret d'amnistie en faveur des citoyens condamnés et proscrits pour leurs opinions politiques ; Nucé peut enfin rentrer dans son canton d'origine<sup>1</sup> ; il accourt à Saint-Maurice. L'heure de la vengeance a sonné. Le 5 mars, il offre ses services

<sup>1</sup> Le 17 septembre 1796, Nucé a pu faire une brève apparition en Valais, ayant reçu l'autorisation d'assister au baptême de son fils en l'église de Vouvry. Cf. AV, Rz 55/61/17 : lettre de Nucé à M<sup>me</sup> veuve de Rivaz ; Vevey, le 15 septembre 1796.

au Directoire français, se déclare ennemi de « l'aristocratie helvétique » et obtient de Mangourit, résident de la République tricolore en Valais, une apostille « rendant hommage à son civisme qui n'a pas changé et qui est à la française <sup>2</sup> ».

Pendant ce temps, les troupes tricolores, après avoir, le 28 janvier, libéré le canton de Vaud du joug bernois, occupent Fribourg et Soleure le 2 mars, et Berne le 5 ; elles sont pratiquement maîtresses de la Confédération helvétique. Le 22 mars, le général Brune impose définitivement à l'Helvétie le système unitaire prévu par la constitution que le patriote bâlois Pierre Ochs avait soumise au Directoire français le 15 janvier et que les directeurs Rewbell et Merlin avaient modifiée. Cette constitution fait de la Suisse un Etat unitaire, fortement centralisé, constitué de vingt-deux cantons <sup>3</sup>. Ceux-ci perdent leur souveraineté ; ils ne sont plus que de simples arrondissements électoraux, administratifs et judiciaires.

Le pouvoir législatif est confié à un Grand Conseil composé de huit membres par canton <sup>4</sup> et à un Sénat composé de quatre membres par canton. Le Grand Conseil propose les lois et les décrets, le Sénat les ratifie ou les rejette, sans pouvoir les modifier ; en matière de révisions constitutionnelles, les rôles sont inversés. Le pouvoir exécutif, quant à lui, est attribué à un Directoire de cinq membres, nommé par les deux Conseils et assisté de ministres. A la tête de chaque canton se trouve un préfet national, de chaque district, un sous-préfet et, de chaque commune, un agent.

Le 19 avril, à l'instigation de Le Carlier, commissaire du gouvernement français, le Directoire provisoire du Valais <sup>5</sup> avertit les comités centraux des dizains que « si l'on n'accède pas sans autre, c'est-à-dire sans exception ni modification et sans retard à la République helvétique une et indivisible, si l'on ne tient pas les assemblées primaires, si l'on ne députe pas incessamment les membres au Corps législatif, si l'on n'évite pas tous les retards, subterfuges et violences, les troupes françaises pourraient fort bien avancer contre votre patrie <sup>6</sup> ». Le Directoire renouvelle son avertissement le lendemain, mais cette fois au peuple tout entier <sup>7</sup>. C'est ce jour-là — le 20 avril — que le peuple valaisan se réunit en assemblées primaires pour

<sup>2</sup> Cf. FLEURY.

<sup>3</sup> Le nombre sera bientôt réduit à 18, puis élevé à 19 avec l'adhésion des Grisons, réunis à la République helvétique le 21 mars 1799.

<sup>4</sup> Cf. STRICKLER, t. I, n° 2, pp. 567-587 : constitution de la République helvétique. Article 36 : « ... et un Grand Conseil auquel chaque canton députe, pour la première fois, huit membres, sauf à la loi à régler, pour les années suivantes, le nombre qu'il devra fournir en raison approximative de sa population ».

<sup>5</sup> Les Haut-Valaisans ayant reconnu l'indépendance de leurs anciens sujets, une « Assemblée représentative de la République du Valais » fut créée le 16 mars, qui nomma un directoire de trois membres, composé de Jacques-Valentin Sigristen, de Pierre-Joseph de Chastonay et de Charles-Emmanuel de Rivaz.

<sup>6</sup> SALAMIN, pp. 22-23. Source à laquelle cet auteur se réfère : St-Maurice, Arch. comm., B. 16 : lettre du Dir. ex. prov. aux juges et présidents des comités centraux des dizains, du 19 avril 1798.

<sup>7</sup> *Ibidem* : lettre du Dir. ex. prov. au peuple valaisan.

ratifier le nouvel état de choses et élire les membres de l'assemblée électorale qui doit se réunir à Sion. Nucu est un des électeurs choisis par le district de Monthey.

### *Election de Léopold de Nucu*

Le 26 avril 1798, le Directoire valaisan quitte Martigny pour Sion où l'assemblée électorale doit s'ouvrir le jour même. Mais si tous les électeurs des dizains de Monthey, Saint-Maurice, Entremont, Sion, Sierre, sont là, ainsi que quelques représentants de Naters et des dizains de Viège et de Conches, la plupart des électeurs haut-valaisans ont été empêchés de se rendre à Sion par des séditieux raronais.

Les membres présents délibèrent sur l'attitude à adopter. Nucu se fait remarquer par son intransigeance et conseille « de ne donner aucun quartier aux Allemands <sup>8</sup> ». Cependant, après l'envoi d'une lettre de Mangourit aux citoyens du dizain de Rarogne, qui fait peser la menace d'une intervention militaire, les électeurs retenus peuvent gagner Sion et, le 1<sup>er</sup> mai, l'assemblée électorale ouvre officiellement sa séance. Les 2, 3 et 4 mai, elle élit les représentants du Valais au Corps législatif, à savoir, pour le Sénat : Valentin Sigristen, Antoine-Marie Augustini, Jean-Joseph Duc et Jean-Joseph Julier ; pour le Grand Conseil : Léopold Nucu, Mathias Tabin, Joseph Debons, Jean-Baptiste Jacquier, Louis Preux, Jean-Marie Lacoste, François-Joseph Indermatten et François Perrig <sup>9</sup>.

Le 4 mai encore, l'assemblée apprend que le dizain de Conches s'arme et cherche à entraîner dans sa révolte d'autres dizains. Les nouvelles qui parviennent à Sion sont graves : de nombreux habitants de Brigue, de Rarogne et de Loèche, ont pris parti pour les insurgés. Mangourit et le Directoire valaisan se retirent à Saint-Maurice. Nucu propose à l'assemblée de faire de même et, comme sa demande n'est pas prise en considération, « décampe » <sup>10</sup> selon le propre terme du curé Carrupt.

Les insurgés, sous la conduite de Sébastien Wegner de Geschinen, arrivés à Sierre le 4 mai encore, forcent les officiers Joseph et Eugène de Courten à prendre le commandement des troupes, s'emparent de la ville de Sion et poursuivent leur marche sur le Bas-Valais. Mangourit réclame de l'aide. Le préfet du Léman, Henri Polier, et le colonel Samuel Bergier, commandant du corps d'expédition vaudois, tentent une médiation à Bex. Les négociations échouent le 14 mai.

<sup>8</sup> AV, L 526 : manuscrit historique de Jean-Joseph Carrupt, curé d'Ardon, p. 705.

<sup>9</sup> AV, Rz 74/12, p. 3 : liste des nominations faites par l'assemblée électorale. — Selon Anne-Joseph de Rivaz, c'est d'après des listes fournies à tous les électeurs par Mangourit qu'ont été élus les membres des diverses Chambres « un très petit nombre excepté ». Cf. Anne-Joseph de Rivaz, *Mémoires historiques sur le Valais*, publiés par André Donnet, Lausanne, 1961, t. I, p. 49 (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. 5).

<sup>10</sup> AV, L 526, p. 706.

### *Le Corps législatif (Grand Conseil en particulier)*

C'est ce même 14 mai que Léopold de Nuce fait son entrée au Grand Conseil helvétique, à Aarau<sup>11</sup>, en compagnie d'un homme qu'il n'aime guère, Louis Preux. Depuis un mois déjà, le Grand Conseil tient séance. Le 12 avril 1798 en effet, les représentants du peuple — du moins une partie d'entre eux — se sont réunis à l'hôtel de ville d'Aarau pour proclamer « l'indépendance de la Nation helvétique et sa constitution en République une, indivisible, démocratique et représentative<sup>12</sup> ». Soixante-dix-huit députés au Grand Conseil<sup>13</sup> et trente-quatre sénateurs, venant de dix cantons différents, étaient présents. Les 17 et 18 avril, ils ont nommé aux postes de directeurs Lukas Legrand de Bâle, Pierre-Maurice Glayre de Romainmôtier, Victor Oberlin de Soleure, Ludwig Bay de Berne, Alphonse Pfyffer de Lucerne<sup>14</sup>.

Le nouveau régime a pris les rênes du pouvoir alors que, conséquence fatale de la chute brutale des anciens gouvernements, la situation politique, économique, sociale et financière, est précaire. Les difficultés ne manqueront pas pendant les vingt-sept mois que Nuce passera au sein du Grand Conseil. La présence des troupes françaises, les réquisitions et les contributions imposées par les Brune, Rouhière, Le Carlier, Rapinat et consorts, la conduite insolente de Rapinat<sup>15</sup>, l'opposition vigoureuse des adversaires de la République, les insurrections dans le Valais et dans la Suisse centrale et orientale, les mauvaises récoltes de blé, de fourrages, de fruits et de vins en 1799, la seconde guerre de coalition qui, dès avril 1799, touchera le territoire helvétique<sup>16</sup>, les luttes intestines, au sein du gouvernement, entre les unitaires et les fédéralistes, entre les révolutionnaires et les modérés, qui aboutiront aux coups d'Etat du 7 janvier 1800, puis du 7 août, en un mot le chaos qui suit toute révolution, ne faciliteront pas la tâche des Autorités

<sup>11</sup> Les Autorités Suprêmes siègent à Aarau du 12 avril 1798 au 20 septembre 1798, à Lucerne du 4 octobre 1798 au 21 mai 1799, puis à Berne dès le 3 juin 1799.

<sup>12</sup> Article 5 de la proclamation de Le Carlier, du 28 mars 1798. Cf. STRICKLER, t. I, n° 1, pp. 559-560.

<sup>13</sup> Le 14 mai, les pouvoirs de 100 députés de 13 cantons auront été vérifiés par le Grand Conseil.

<sup>14</sup> Pour l'élection des ministres, cf. STRICKLER, t. I, n° 31, pp. 676-677. — A cette date, le Corps législatif a déjà pris plusieurs décisions importantes : le 23 avril, il a déclaré biens nationaux les biens des ci-devant cantons, l'Etat devant prendre en charge les dettes de ces derniers ; le 8 mai, il a proclamé la liberté de commerce entre tous les cantons ; le 12 mai, il a aboli la torture.

<sup>15</sup> Le 16 juin, Rapinat exige les démissions du secrétaire général Steck, du ministre Bégoz et des directeurs Bay et Pfyffer qu'il remplace, le 20, par Dolder et Ochs. Le 19, il avait informé le peuple que toutes les décisions des autorités helvétiques, contraires à celles des représentants de la France, seraient nulles et que les journaux seraient soumis à la censure. Rapinat sera rappelé par son gouvernement et ses décisions rapportées.

<sup>16</sup> Un traité d'alliance offensive et défensive est conclu le 19 août 1798 entre la France et la Suisse ; le Corps législatif le ratifie le 24 août. Le 12 mars 1799, la France déclare la guerre à l'Autriche. En mai, le général Hotz envahit les cantons du Sântis et de la Linth. Le 6 juin, l'archiduc Charles entre à Zurich. Schwyz, Glaris, Uri, le Tessin et le Haut-Valais, sont occupés. Au milieu d'octobre 1799, les troupes autrichiennes et russes sont repoussées hors de l'Helvétie par les généraux Lecourbe et Masséna (les Grisons ne seront libérés qu'en 1800).

Suprêmes <sup>17</sup>, et cela d'autant plus que la plupart des députés au Corps législatif en général, au Grand Conseil en particulier, n'ont aucune expérience administrative et même politique. Ils ne sont guère préparés à leurs nouvelles fonctions ; seules les circonstances ont favorisé leur élection. Plus des deux tiers d'entre eux accusent un manque total d'éducation et de culture. Leur activité <sup>18</sup> souffre beaucoup de leur peu d'expérience et de talent ; elle est désordonnée, les objets importants, sur les droits féodaux ou sur l'armée par exemple, sont fréquemment ajournés au profit de questions d'intérêt régional, de pétitions à caractère tout à fait secondaire. Ils se préoccupent beaucoup d'autoriser des mariages à des degrés défendus, de permettre à une commune de former une paroisse ou à une veuve de se remarier peu de temps après la mort de son mari !

Nucé sera une figure de proue de ce Grand Conseil helvétique, non pas tellement à cause de l'influence qu'il y exercera qu'à cause de sa culture humaniste et de son attitude très originale. Proche des modérés par son indépendance de vue à l'égard des Français, par le bon sens et la pondération dont il fera preuve à maintes occasions, il sera révolutionnaire par son intransigeance vis-à-vis des ennemis de la République, par sa fougue, source d'excès oratoires surtout, par son anticléricalisme et son opposition au coup d'Etat du 7 janvier 1800. Auréolé de son grade de maréchal de camp, favorisé par un don oratoire incontestable ainsi que par une culture supérieure à celle de la plupart de ses collègues, estimé pour sa franchise et son dynamisme, Nucé sera nommé membre de nombreuses commissions. Le 5 juillet 1798, il sera appelé à présider le Grand Conseil <sup>19</sup>. Le 9 mai 1799, il sera choisi pour être l'un des cinq candidats à la succession de Glayre <sup>20</sup> ; le 23 juin 1799, à celle de Bay <sup>21</sup>. Jamais cependant il ne sera élu directeur et, au fur et à mesure que les mois s'écouleront, son étoile se ternira, la faveur dont il jouissait au début dans l'Assemblée, peu à peu, s'éteindra. Cette évolution influera sur l'activité du maréchal de camp au Grand Conseil helvétique comme le prouvent les chapitres suivants qui traitent du rôle joué par Léopold de Nucé en tant que député et, en premier lieu, de son activité principale dont le Valais est l'un des objets.

<sup>17</sup> L'instabilité de la situation se reflète jusque dans le Directoire : Bay et Pfyffer, puis, tour à tour, Legrand, Glayre et Ochs, démissionneront entre le 16 juin 1798 et le 25 juin 1799. Bay, réélu directeur à la place de Legrand, sera exclu par tirage au sort, le 22 juin 1799.

<sup>18</sup> Nucé veillera au bon fonctionnement de l'Assemblée. Il protestera contre le temps perdu à délibérer sur des objets peu importants, reprochera aux commissions leur lenteur, demandera qu'aucun membre ne soit nommé dans plus de trois commissions à la fois, dénoncera avec insistance les trop nombreuses absences de certains représentants et obtiendra que « les représentants du peuple qui s'absentent de l'Assemblée pour leurs propres affaires ne retireront aucune indemnité durant leur absence » (loi du 3 avril 1799 ; cf. *Bull. des lois*, cah. 2, p. 407).

<sup>19</sup> Nucé présidera les séances du Grand Conseil du 6 au 19 juillet 1798.

<sup>20</sup> Les candidats choisis seront : Dolder, Barras, Nucé, Kubli, Kamenzind. Le Sénat élira Dolder au 2<sup>e</sup> tour. Résultat du 1<sup>er</sup> tour : Dolder 24 voix sur 55, Barras 20, Kubli 7, Nucé 3, Kamenzind 1. Résultat du 2<sup>e</sup> tour : Dolder 30, Barras 22 et Kubli 3.

<sup>21</sup> Candidats désignés par le Grand Conseil : Savary, Secretan, Nucé, Kamenzind, Graffenried. Savary sera élu par le Sénat au 1<sup>er</sup> tour par 17 voix sur 30. Secretan obtiendra 8 voix, Nucé et Graffenried, chacun 2, Kamenzind 1.

## II

### LA POLITIQUE VALAISANNE DE LÉOPOLD DE NUCÉ

(1<sup>re</sup> partie)

#### Sa politique à court terme

Sous le gouvernement de l'Helvétique et, en particulier, de 1798 à 1800, le Valais est une des régions les plus déshéritées de la République helvétique. Les insurrections des Haut-Valaisans, en majorité antirépublicains, les péripéties de la guerre de coalition, les multiples réquisitions militaires et les impôts que décrète le nouveau régime, ruinent le Valais dont la désorganisation politique et la misère économique s'accroissent au fil des jours. La tâche des députés valaisans, celle de Nucé surtout, le plus prolifique d'entre eux, est ingrate. Au risque de se faire passer pour défenseurs d'intérêts régionaux, il leur faut sans cesse presser le gouvernement de secourir leur canton. Le nouveau régime, démuné d'argent et d'initiative, ne répondra pas à leur attente, au point que, le 12 mai 1800, la Chambre administrative du Valais démissionnera, soulignant, par cet acte spectaculaire, l'échec de la politique gouvernementale.

#### *Nucé et l'insurrection de mai 1798*

Le 13 mai 1798, en route vers Aarau, Nucé qui vient d'être témoin des ravages que commet le premier soulèvement haut-valaisan, s'arrête à Zurich, se rend au quartier général des troupes françaises et demande à voir le général Schauenbourg pour l'entretenir de l'insurrection qui ensanglante le Valais. Cette démarche, que Nucé entreprend de sa propre initiative, ne plaît guère au général français qui, le lendemain, met en garde les directeurs « contre les exagérations que le citoyen [Nucé] pourrait vous dire relativement au Valais...<sup>1</sup> ».

L'activité que le député valaisan a décidé de déployer en faveur de son canton ne commence pas sous les meilleurs auspices. Schauenbourg, cependant, doit se rendre à l'évidence : Nucé n'exagérerait pas. Le 14 mai, le Directoire écrit en effet au général français que le Valais se trouve dans une situation très critique et qu'il est nécessaire « de faire accélérer la marche des troupes sur les insurgés et d'y envoyer des forces suffisantes pour les réduire dans le plus court délai<sup>2</sup> ».

<sup>1</sup> AF, H n° 895, pp. 67-68 : lettre du général Schauenbourg au Dir. ex. ; Zurich, le 23 floréal an VI (12 mai 1798).

<sup>2</sup> AF, H n° 895, p. 71 : message du Dir. ex. à Schauenbourg. — Le document auquel le Directoire se réfère est une lettre officielle du président de la Chambre administrative du Valais, datée du 11 mai et lue le 15 au Grand Conseil ; elle apprend aux députés présents que Mangourit, le Dir. provisoire et l'assemblée électorale, se sont retirés à St-Maurice, que



L'anxiété est grande à Aarau. Le Directoire tient le Corps législatif au courant de l'évolution de la situation. Le 21 mai, on fait lecture au Grand Conseil d'un message du Pouvoir exécutif, qui donne des détails sur les événements du Valais et annonce une paix prochaine. Nucé dément la nouvelle. « La paix que nous promettait cette lettre, s'écrie-t-il, s'est évanouie ; le 18, on s'est battu chaudement ; Sion a été prise d'assaut et pillée ; il y a en Valais une telle affluence de troupes que les moyens de subsistance y manquent absolument...<sup>3</sup> ». Sur sa demande, le Grand Conseil décide d'inviter le Directoire à secourir sans délai, de toutes ses forces « et de la manière la plus efficace, le pays du Valais réduit à l'état le plus déplorable par la guerre<sup>4</sup> ». Ce décret est accepté le lendemain par le Sénat. Le 24, le Corps législatif accorde une somme de 50 000 francs au Pouvoir exécutif pour qu'il puisse, selon son désir, « fournir les secours nécessaires aux Chambres administratives dont les besoins paraissent les plus pressants<sup>5</sup> ».

Nucé se préoccupe beaucoup de ce que le Valais recouvre sa tranquillité perdue. Le 27 mai, à 9 h., ayant reçu plusieurs lettres de ses concitoyens de Monthey, qui dénoncent les excès qu'ont commis les troupes vaudoises<sup>6</sup> en rentrant chez elles, il se rend immédiatement auprès du Directoire en compagnie de Preux<sup>7</sup> pour solliciter « la rigueur des lois sur les coupables et les secours de la justice pour les malheureux<sup>8</sup> » et obtient qu'une enquête soit immédiatement ouverte. Quant aux troupes françaises, Nucé demande avec insistance leur départ. L'insurrection étant matée, elles n'ont plus rien à faire en Valais. Il exprime « le vœu de voir cesser l'intervention de la République française dans les affaires du Valais parce que... le Valais ne consentira jamais à sacrifier à une puissance étrangère son ancienne indépendance et sa liberté<sup>9</sup> ». Le 9 juin, les Français quitteront le Valais, après qu'un décret daté du 4 juin 1798 a dénoncé les « réquisitions oppressives et les maltraitements multipliés<sup>10</sup> » commis par des soldats français et a invité le Directoire à enquêter sur ces excès. Nucé peut être satisfait, le Valais a retrouvé son calme, les troupes alliées l'ont évacué et il semble que l'on va pouvoir remédier rapidement aux besoins matériels de ce canton.

Sion est tombé aux mains des insurgés, que 700 volontaires du canton du Léman et 150 Français gardent le poste de Martigny pour protéger le Bas-Valais (cf. AF, H n° 13, p. 143 : lettre de la Chambre administrative du Valais au Dir. ex.).

<sup>3</sup> *Journal des deux conseils*, p. 206 (numéro du 22 mai 1798). — Le 12, les insurgés sont à Martigny, certains d'entre eux ont même gagné Sembrancher. A l'arrivée des renforts français et vaudois, ils se replient. Le 17, Sion est pris par les troupes gouvernementales ; le 18, le général Lorge s'empare de Loèche et marche sur Brigue. L'insurrection est matée. Les troupes vaudoises et bas-valaisannes sont licenciées le 20.

<sup>4</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 90-91 : décret du 22 mai.

<sup>5</sup> AF, H n° 895, p. 233 : message du Dir. ex. au Grand Conseil, du 24 mai 1798, copie.

<sup>6</sup> Il s'agit principalement de deux compagnies, celles de Wadens et de Thomas.

<sup>7</sup> Ces détails sont fournis par Nucé lui-même dans une lettre aux président et membres du comité central du dizain de Monthey, datée d'Aarau, le 27 mai 1798. Cf. Arch. comm. de Monthey, F 132.

<sup>8</sup> STRICKLER, t. I, n° 116, p. 1059.

<sup>9</sup> RIBORDY, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, pp. 75-76.

<sup>10</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 130-132. Résolu le 3 juin par le Grand Conseil.



## *Elections et prestation du serment civique*

Avec le départ des troupes françaises, un épisode, militaire, se termine, tandis qu'un autre, administratif et politique, a déjà commencé. Le nouveau régime affermit son assise ; les derniers organismes constitutionnels sont mis en place.

Le 1<sup>er</sup> juin 1798, sur le conseil de son commissaire Vincent Perdonnet, le Directoire helvétique a nommé Charles-Emmanuel de Rivaz préfet national du canton du Valais<sup>11</sup>. Diverses élections restant à faire — celles « des douze juges du tribunal cantonal, du suppléant du juge valaisan au Tribunal Suprême, des cinq suppléants des administrateurs, des treize suppléants des juges cantonaux et enfin des neuf juges de chaque district<sup>12</sup> » — il est décidé de convoquer l'assemblée électorale « aussitôt que la division de ce canton en districts sera déterminée par la loi<sup>13</sup> ». Le 13 juin, le Grand Conseil charge une commission composée de Escher, Preux, Deloës<sup>14</sup>, Nucé et Tabin, de procéder à cette division. Le 22 juin, Preux présente le rapport<sup>15</sup> qui est accepté par le Grand Conseil le même jour et par le Sénat le 26 du même mois. Le Valais est divisé en douze districts ; le nom de chacun d'eux est déterminé par celui de son chef-lieu : Ernen, Brigue, Viège, Stalden, Loèche, Sierre, Sion, Hérémence, Martigny, Sembrancher, Saint-Maurice et Monthey<sup>16</sup>. Le préfet de Rivaz peut ainsi convoquer l'assemblée électorale qui se réunit le 16 juillet à Sion.

Toutes réticences envers le nouveau régime n'ont pas disparu cependant. La loi du 12 juillet 1798<sup>17</sup>, qui oblige chaque citoyen de l'Helvétie à prêter le serment civique<sup>18</sup> prescrit par l'article 24 de la constitution, inquiète le clergé valaisan. De Rivaz affirme que « si le serment était demandé purement et simplement, il serait refusé par le clergé comme blessant indirectement la hiérarchie ecclésiastique qui est le dogme de l'Eglise romaine et qui ne permet pas de considérer le prêtre comme l'égal de son évêque<sup>19</sup> ». Le Directoire rejette une formulation nouvelle du serment<sup>20</sup> proposée par le clergé et, le 20, fixe la date de la prestation de serment qui devra avoir lieu en Valais entre le 19 et le 26 août.

<sup>11</sup> De Rivaz commence par refuser sa nomination. Ce n'est que le 19 juin qu'il se résoudra à l'accepter.

<sup>12</sup> Article 5 de l'arrêté de la Chambre administrative valaisanne du 5 juillet. Cf. SALAMIN, p. 32. Source citée : Arch. comm. de St-Maurice, B 16.

<sup>13</sup> STRICKLER, t. II, p. 282 : décret du 20 juin 1798, article 1.

<sup>14</sup> Deloës, comme Detrey et Vonderflüe par exemple, est un aristocrate qui, sous la pression des événements politiques, a fondu sa particule nobiliaire et son nom en un seul mot.

<sup>15</sup> AF, H n° 270, pp. 99-102.

<sup>16</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 176-180 : loi du 26 juin 1798.

<sup>17</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 213-216. Résolue le 11 juillet 1798 par le Grand Conseil.

<sup>18</sup> « Nous servirons la patrie et la cause de la liberté et égalité en bons et fidèles citoyens avec toute l'exactitude et le zèle dont nous sommes capables, et avec une juste haine contre l'anarchie et la licence » (cf. STRICKLER, t. II, n° 104, p. 522).

<sup>19</sup> SALAMIN, p. 35, note 5. Source à laquelle se réfère l'auteur : AV, H 29, n° 9 : de Rivaz au Dir. ex., du 19 juillet.

<sup>20</sup> AF, H n° 534, p. 57 : le Dir. ex. au préfet national du Valais, de Rivaz, du 23 juillet 1798.

La tension est grande en Valais. Nucé y arrive vers le 10 août et s'emploie à tranquilliser les craintes du clergé. Il y parvient, si l'on en croit la lettre optimiste qu'il adresse, le 17 août, à ses collègues du Grand Conseil : « Je m'empresse de vous rendre compte que le très scrupuleux clergé valaisan a senti l'absurdité de ses doutes et reconnu que la Patrie avait droit à son hommage comme au nôtre. Il prêtera donc le serment civique le 23 de ce mois, comme la lettre <sup>21</sup> ci-jointe de l'évêque de Sion le prouve. Peut-être n'ai-je pas été le moindre des casuistes et je m'en applaudis d'autant plus que le mal commençait à gagner les laïques, même [ceux] de la rive droite du Rhône... <sup>22</sup> ».

Le 23 août, le serment civique est prêté dans toutes les communes valaisannes. Il y a fort peu d'incidents et Nucé, de retour à Aarau, ne cachera pas sa satisfaction. Il pense sans doute que cet engagement résolu dans la voie républicaine est le présage d'une prospérité future pour le Valais.

### *Nucé face à la dégradation de la situation matérielle en Valais*

Durant son séjour en Valais, Nucé a eu tout loisir de se rendre compte du dénuement extrême de ses concitoyens victimes de la guerre, des réquisitions et des pillages. Une aide considérable est nécessaire et c'est à l'obtenir sous diverses formes que Nucé va consacrer une partie de son activité au sein du Grand Conseil. Malheureusement, cette activité est fort incohérente, il ne suit aucun plan précis ; c'est au gré des circonstances et des objets traités qu'il rappelle le dénuement du Valais, soutient une pétition ou demande, en faveur de son canton, un accommodement à l'exécution d'une loi, tel celui proposé dans une motion qu'il dépose le 5 décembre sur le bureau du Grand Conseil : « ... Je demande en conséquence qu'il soit fait un article additionnel à la loi sur l'acquittement de la contribution du deux pour 1000 <sup>23</sup>, portant qu'il est libre à tout habitant de la campagne de payer cette année la contribution de deux pour 1000 en bestiaux, vins et grains. Le prix de ces derniers serait estimé et fixé par les municipalités ou autorités constituées actuellement des communes, en présence du sous-receveur <sup>24</sup>. »

Au début de 1799, la situation matérielle du Valais est toujours très critique. L'Etat manque d'argent et les quelques résolutions prises par le Grand Conseil et acceptées par le Sénat, vagues, sans doute à dessein, n'ont

<sup>21</sup> AF, H n° 257, pp. 13-14 : lettre de Mgr Blatter à Nucé, du 6 août 1798.

<sup>22</sup> AF, H n° 257, pp. 15-16 : lettre de Nucé aux président et membres composant le Grand Conseil, datée du 17 août. Les mots « rive droite » sont soulignés. — Nucé laisse sous-entendre que le rôle qu'il a joué fut important. Rien ne vient confirmer ses dires, mise à part la lettre de l'évêque. Il semble que le mérite de la modération et de la docilité du clergé doit être attribué à la tolérance et à la diplomatie du préfet de Rivaz.

<sup>23</sup> Il s'agit de la loi du 22 octobre 1798. Cf. *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 34-37.

<sup>24</sup> AF, H n° 194, p. 35 : motion du 5 décembre 1798. — L'Assemblée aura « l'horreur de passer à l'ordre du jour » sur cette motion suggérée à Nucé par le préfet de Rivaz. Cf. AV, Rz 55/62/14 : lettre de Nucé à Charles-Emmanuel de Rivaz, du 6 décembre 1798.

eu pour ainsi dire aucun effet. Le mécontentement est grand, surtout dans le Haut-Valais où les conséquences de l'insurrection de mai 1798 ne sont pas éliminées, où les impôts nouveaux décrétés par le gouvernement, l'organisation de l'élite et de la milice sédentaire, ne rencontrent qu'incompréhension. Ernen est un des centres d'agitation. Le Directoire, inquiet, décide d'envoyer un commissaire auprès de l'armée helvétique en Valais pour ramener le calme en amont de Sierre. Nuce, à cause de sa qualité de patriote valaisan, de son expérience militaire et de son intransigeance révolutionnaire, semble tout désigné pour cette mission, mais il la refuse et, le 4 avril, le Directoire choisit le sénateur Buxtorf...<sup>25</sup> Mesure inutile ! Encouragés par les succès des troupes impériales dans l'Italie du Nord, les Haut-Valaisans reprennent les armes et occupent Sion le 4 mai. Les troupes gouvernementales se retirent jusqu'au pont du Trient où viennent les rejoindre plusieurs compagnies de carabiniers du Léman et du 1<sup>er</sup> bataillon de la 110<sup>e</sup> demi-brigade commandée par le général Lollier. Les rebelles se replient aussitôt, sont battus le 28 mai à Finges, reculent jusqu'à Tourtemagne puis, le 29, jusqu'en amont de Viège. Ce n'est cependant que le 14 août que l'insurrection sera muselée.

Durant toute la période des combats, Nuce garde un silence rigoureux sur les affaires du Valais. Ce n'est que lorsque les combats furent terminés, ce n'est qu'après la lecture d'une lettre du Directoire, lors de la séance du 21 août, lettre brochant un tableau fort sombre de la situation du Valais — « la partie haute est presque réduite en désert ; ses malheureux habitants errent dispersés dans les montagnes ; la partie basse a été écrasée de réquisitions » — et demandant que le Directoire exécutif soit autorisé « à employer tels moyens qu'il jugera convenables pour rétablir la police, le bon ordre et la sûreté dans le canton du Valais, et pour lui procurer des secours dont les circonstances actuelles permettent de disposer<sup>26</sup> », qu'il prend la parole pour réclamer qu'on secoure le Valais ; il souhaite que le message du Directoire soit transformé en motion : « Jusqu'ici, dit-il, les représentants du Valais ne vous ont pas inquiétés de leurs plaintes. Il est temps qu'on s'occupe de la situation déplorable où se trouve ce pays. » Huber est de son avis, mais une forte opposition se dresse contre l'octroi des pleins pouvoirs au Directoire, en particulier par Herzog et Escher. Nuce a beau affirmer : « ... l'on sait assez que je n'en suis point partisan<sup>27</sup> ; mais je sais aussi qu'il est des circonstances qui exigent des remèdes extraordinaires...<sup>28</sup> », il ne parvient pas à convaincre ses collègues qui décident de faire examiner le message du Directoire par une commission<sup>29</sup>.

Cette commission présente son rapport le lendemain par Herzog. Elle propose d'autoriser le Directoire à secourir le Valais et de l'inviter, dans

<sup>25</sup> AF, H n° 896, pp. 45-46 : arrêté du Dir. ex. du 4 avril 1799.

<sup>26</sup> AF, H n° 164, pp. 409-412 (cité par STRICKLER, t. IV, n° 422, p. 1238).

<sup>27</sup> Des pouvoirs extraordinaires.

<sup>28</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. VIII, p. 382 (n° du 25 août 1799) : séance du 21 août 1799.

<sup>29</sup> La commission est composée de Herzog (d'Effingen), d'Anderwert, de Vetsch, de Rellstab, d'Egg (d'Ellikon).

les cas où des mesures extraordinaires deviendraient nécessaires, à les soumettre à la sanction du Corps législatif. Kuhn trouve que l'on « va trop loin » ; il repousse l'idée de toutes mesures qui ne soient pas conformes aux termes de la constitution. Nuce lui répond, plein d'amertume : « Eh bien oui, gardons ces formes, ces saintes formes, et soucions-nous peu que la République périsse, pourvu que la constitution soit sauvée. Peu nous importe que l'ennemi nous assaille de tous côtés, que les vipères se répandent et disséminent leur poison ; gardons-nous de nous laisser émouvoir par le spectacle affreux de la désolation qui accable tout un pays et, dans notre stoïque roideur, gardons-nous d'accorder au Directoire un pouvoir sans lequel il n'est pas possible qu'il remédie à ces maux. Je vote pour l'ordre du jour sur tout le message. <sup>30</sup> »

Après avoir rejeté le rapport par 49 voix contre 47, l'Assemblée autorise le Directoire à employer « tous les moyens qui ne sont pas en opposition avec la constitution pour procurer au canton du Valais les secours que les circonstances actuelles pourront permettre <sup>31</sup> ». Nuce, persuadé de l'inefficacité de ce décret, redemande le 30 septembre 1799, mais en vain, des pouvoirs plus étendus pour le Directoire. La suite des événements lui donne raison. La situation du Valais ne s'améliore guère, en dépit de la décision du 15 novembre 1799 de Schauenbourg de dédommager ce canton pour ses fournitures en viande, d'une collecte faite dans le canton du Léman et de quelques autres gestes de solidarité. Le Directoire se révèle impuissant à agir et la Commission exécutive, qui lui succède le 7 janvier 1800, ajoute encore à cette impuissance une inconscience certaine. N'estime-t-elle pas en effet que « les cantons de Waldstaetten et du Valais qui ont le plus souffert des ravages de la guerre... ont trouvé dans les offrandes volontaires que l'humanité s'est empressée de leur offrir des secours considérables tant en numéraires qu'en comestibles et autres objets <sup>32</sup> » ? Ne continue-t-elle pas de laisser à la charge de l'habitant le logement et la nourriture des troupes <sup>33</sup> ? Le 1<sup>er</sup> mai 1800, un mémoire <sup>34</sup> de la Chambre administrative valaisanne dénonce l'incapacité du gouvernement — incapacité due en grande partie, il faut le reconnaître avec de Rivaz <sup>35</sup>, au manque de ressources de la République — énumère diverses mesures à prendre pour sortir le Valais de l'impasse et fait part de la décision irrévocable des administrateurs de démissionner le 1<sup>er</sup> juin.

Le 14, quand ces pièces sont portées à la connaissance des députés, le tollé est général. Nuce est un des seuls à garder la tête froide : « Pauvre

<sup>30</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, p. 383 (n° du 25 août 1799).

<sup>31</sup> *Bull. des lois*, cah. 3, pp. 200-201 : décret du 26 août 1799.

<sup>32</sup> AF, H n° 557, pp. 213-217 : lettre du ministre des finances aux Conseils législatifs du 3 mars 1800.

<sup>33</sup> AF, H n° 257, p. 121 : lettre du ministre de l'Intérieur à la Chambre administrative du Valais, du 20 mars 1800.

<sup>34</sup> AF, H n° 257, pp. 137-143 : lettre au Conseil exécutif, copie. Avec copie de l'arrêté du 5 mai 1800 fixant la démission des administrateurs le 1<sup>er</sup> juin.

<sup>35</sup> AF, H n° 515, pp. 313-316, 341-343 : de Rivaz à la Commission ex., lettre du 14 mai 1800.

Suisse ! Pauvre Valais ! Et encore une fois pauvre Valais ! Ce n'est pas l'esprit de canton qui m'anime. Depuis deux ans, ce canton a ressenti plus de maux qu'aucun autre. Vous pouvez en juger par le langage que tient la Chambre administrative du Valais, lequel me plaît infiniment, et il serait à désirer que tous les fonctionnaires publics eussent eu le même courage ; peut-être ne serions-nous point dans l'état de désolation où nous nous trouvons aujourd'hui. Je ne puis cependant adopter la conclusion ; il ne vous appartient point de donner la démission aux fonctionnaires que le peuple a choisis, ce droit appartient au peuple seul. Peut-être viendra-t-on au secours de cette pauvre Chambre. Le droit de déposition appartient au Pouvoir exécutif, et les administrateurs ont parlé français. Je souhaite de grand cœur que le Pouvoir exécutif fasse usage de son droit... Que faire de cette adresse ? L'envoyer à une commission ? Qu'en fera-t-elle, cette commission ? Elle enverra l'adresse au Pouvoir exécutif, et encore une fois le train-train ordinaire... Il n'y a donc que la Providence qui puisse nous secourir. Ah ! je l'implore pour ma malheureuse Patrie <sup>36</sup>. »

Le Grand Conseil, impuissant, résout « de sommer la Commission exécutive, d'une manière pressante, de mettre en prompt exécution le décret du 1<sup>er</sup> avril et de secourir autant que possible le canton du Valais <sup>37</sup> ». Le « train-train ordinaire » dont a parlé le maréchal continue. Le 12 mai n'est qu'un épisode sans conséquence <sup>38</sup> comme l'ont été les diverses interventions de Nuce réclamant des mesures urgentes en vue de soulager son canton de la misère. Quant à ses idées de créer une feuille destinée à l'éducation politique du peuple et d'instaurer dans chaque commune des juges de paix, idées aussi judicieuses que celle de confier les pleins pouvoirs au Directoire, et susceptibles — à long terme — de rallier à la République bien des récalcitrants, elles n'eurent guère plus de succès, si ce n'est dans l'écho qu'elles rencontrèrent, du moins dans leur concrétisation.

<sup>36</sup> *Bull. helvétique*, t. XIII, p. 133 (n° du 20 mai 1800).

<sup>37</sup> *Bull. des lois*, cah. 4, p. 52 : décret résolu le 15 par le Grand Conseil et accepté le 16 par le Sénat. — Le 1<sup>er</sup> avril, le Corps législatif avait résolu d'inviter la Commission ex. « à secourir sans délai le canton du Valais par tous les moyens possibles » (cf. *Bull. des lois*, cahier 3, p. 569).

<sup>38</sup> Sous la pression du gouvernement, la Chambre administrative du Valais reportera l'arrêté du 5 mai, poursuivra ses fonctions et se heurtera aux mêmes problèmes qu'auparavant.

### III

## LA POLITIQUE VALAISANNE DE LÉOPOLD DE NUCÉ

(II<sup>e</sup> partie)

### La pacification du peuple

Pour que le Valais retrouve sa sérénité d'esprit, sérénité sans laquelle toute prospérité est inaccessible, deux créations sont apparues comme nécessaires à Léopold de Nucé : la parution d'une feuille populaire et l'établissement de juges de paix. C'est en Valais que le député valaisan s'est rendu compte de la nécessité de ces deux créations, c'est pour le bien de la République helvétique tout entière qu'il en a réclamé la réalisation.

#### *L'éducation civique du peuple*

Pourquoi une « feuille populaire »<sup>1</sup> ? Les nombreuses interventions de Nucé apportent une réponse précise à cette question : si le peuple se révolte dans le Haut-Valais et dans les cantons primitifs, s'il est bien souvent hostile au nouveau gouvernement, c'est que quelques « vipères » exploitent son ignorance et lui peignent la République comme le pire des maux. Il n'y a qu'un remède à cela, la parution d'un journal destiné au peuple, où seraient commentées les décisions du gouvernement, où l'on ferait comprendre et aimer la République et ses institutions. Ce journal, pour être efficace, devrait paraître en trois langues et être distribué gratuitement.

Nucé n'a pas l'apanage d'une telle idée. Le ministre des Arts et des Sciences Stapfer et celui des Finances Finsler, par exemple, notent dans un rapport au Directoire : « Il est urgent qu'une feuille consacrée à l'instruction du peuple paraisse, une feuille destinée à répandre les lumières législatives, administratives et morales, qui mette nos concitoyens au fait de leurs droits et de leurs devoirs ; une feuille qui commente les lois, expose les motifs des arrêtés du Gouvernement, qui respire l'amour de la vertu et du républicanisme et qui soit destinée enfin à former l'esprit public de notre nation<sup>2</sup>. »

La nécessité d'une feuille populaire est d'autant plus impérieuse que les journaux officiels tels que le *Journal du Corps législatif et bulletin offi-*

<sup>1</sup> Nucé qualifie également cette feuille de « bulletin officiel ». — On lira avec intérêt l'ouvrage de Samuel Markus, *Geschichte der schweizerischen Zeitungspresse zur Zeit der Helvetik, 1798-1803*, Zürich 1910, XXI + 356 pages, au sujet des difficultés que connurent les journaux sous la République.

<sup>2</sup> Cf. STRICKLER, t. II, n° 129, pp. 586-588. Source citée : AF, H n° 1477, fol. 128-130 : du 21 juin 1798.



ciel<sup>3</sup>, le *Journal des deux conseils de la République helvétique une et indivisible*, le *Tagebuch der helvetischen Republik*, l'*Helvetische Zeitung*, ne sont que des journaux d'information et non d'éducation. Nucé en est conscient ; maintes fois, il tente de secouer la léthargie du Grand Conseil et indispose ses collègues par son insistance quasi obsessionnelle. Le 20 juillet, il prend la parole pour faire une motion d'ordre. « Citoyens, dit-il, laisserons-nous plus longtemps le peuple dans l'ignorance sur ce que font ici les représentants qu'il a nommés ?... Permettrons-nous que les ennemis de la liberté, les gazetiers soldés de l'aristocratie, ceux de Berne et de Zurich, profitent plus longtemps de cette ignorance pour répandre le poison de la méfiance, de l'anarchie et de la contrerévolution ?... Je demande donc, au nom de la patrie, que le Directoire soit invité à faire distribuer gratis le bulletin officiel dans toutes les parties de l'Helvétie... Il est temps de s'occuper de l'instruction du peuple<sup>4</sup>. »

Le 1<sup>er</sup> août, Nucé réclame l'impression immédiate d'un bulletin français et la parution future d'un bulletin en langue italienne<sup>5</sup>. Le 27 août, de retour du Valais, il donne ses impressions à l'Assemblée ; il semble que l'opposition à la République diminue, « mais hélas, citoyens ! les loups seront toujours des loups. Quelques insinuations perfides se renouvellent. Il est encore des agitateurs. Le peuple est dans la plus profonde ignorance. La feuille villageoise pour laquelle j'ai tant insisté ne paraît point encore. Les décrets du Corps législatif ne sont pas promulgués<sup>6</sup>. »

Le premier numéro de l'*Helvetisches Volksblatt* paraît le 8 septembre 1798<sup>7</sup>. Nucé n'est guère satisfait. Le 19 septembre, il rappelle le décret du 21 juillet et demande à ses collègues : « Vos résolutions acceptées par le Sénat ne seraient-elles qu'un jeu ? Je ne le crois pas. Par quelle fatalité cependant, par quelle opiniâtreté, est-il arrivé que cette feuille, si nécessaire, si urgente... cette feuille que vous devez au peuple, ait tardé deux grands mois à paraître !... Et sous quelle forme encore ! Sous celle d'un style académique... Est-ce là le langage que notre bon peuple, nos bons montagnards, doivent comprendre ?... Encore, n'en ai-je vu qu'un seul numéro en allemand. Je n'ai pas osé dire qu'il en ait paru en français et en italien... Je croyais savoir un peu d'allemand ; je n'ai pas compris la chère feuille. Il faudrait recommencer mes études pour y comprendre quelque chose et je suis trop vieux pour cela. »

« Votre devoir, citoyens législateurs, je le répète, est d'éclairer le peuple ; il ne vous a envoyés ici que pour faire de bonnes lois et lui rendre

<sup>3</sup> Ce journal a paru durant toute la période qui concerne le présent travail, son appellation a varié plusieurs fois. Les autres journaux cités ont paru, respectivement, du 12.4.1798 au 14.7.1798, du 8.8.1798 au 6.2.1799, du 1.1.1799 au 1.4.1799.

<sup>4</sup> *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, p. 611 (n° du 24 juillet 1798). Le Grand Conseil accepte la proposition de Nucé. Cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 234-235 : décret du 21 juillet 1798.

<sup>5</sup> Le Grand Conseil décide l'impression immédiate du bulletin français et charge une commission d'étudier s'il vaut la peine d'en imprimer un en langue italienne.

<sup>6</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. III, pp. 231-232 (n° du 2 septembre 1798).

<sup>7</sup> Le rédacteur en est Pestalozzi, l'éditeur, Gessner d'abord, puis, à Lucerne, Gruner et Gessner. Il paraîtra en tout 19 numéros de cette feuille, à raison d'un par semaine.



compte... Je renouvelle donc ma motion pour l'envoi de cette feuille gratis chaque courrier ; mais en même temps, je demande à Dieu de vouloir rendre moins savants les trop savants auteurs de cette feuille<sup>8</sup>. » Cette intervention n'a aucun effet ; l'Assemblée, considérant qu'elle n'a pas l'exécution des lois et que, d'ailleurs, celle-ci a pu être retardée par des circonstances locales, passe en effet à l'ordre du jour.

Nucé ne désarme pas. Le 13 octobre, il demande à nouveau qu'on hâte la parution de la feuille décrétée le 21 juillet. On lui objecte qu'elle paraît ; il répond : « Si la feuille paraît bien en allemand, elle ne paraît pas en français...<sup>9</sup> » et obtient qu'un décret soit à nouveau rédigé pour hâter la parution de la feuille populaire « qu'on enverrait à chaque canton de l'Helvétie, dans la langue qui lui est propre<sup>10</sup> ». Le 8 novembre 1798, il revient à la charge et fait remarquer qu'il n'existe toujours pas d'édition française de la feuille populaire. Seize jours plus tard, le 24 novembre, le premier numéro<sup>11</sup> paraît enfin ; il est fort décevant et, dès le 7 décembre, les représentants du peuple vont blâmer le style ampoulé de la *Feuille populaire helvétique*. Comme aucune amélioration n'est apportée, le 26 février 1799, après une dernière intervention de Kuhn qui en dénonce l'inutilité, la feuille populaire est supprimée et la loi du 21 juillet 1798 rapportée<sup>12</sup>. Fort déçu que cette feuille n'ait eu de populaire que le nom, Nucé lui-même soutint le décret. Le dernier numéro de l'*Helvetisches Volksblatt* paraît le 28 février 1799 et celui de la *Feuille populaire helvétique*, le 8 mars 1799.

Les difficultés rencontrées ont découragé les bonnes intentions ; ni Nucé ni d'autres représentants ne réclameront plus la création d'un nouveau journal officiel à but éducatif. Le premier avril, l'*Helvetische Zeitung* disparaît à cause d'ennuis financiers, l'*Helvetisches Tagblatt* la remplace le 22 avril. Le 3 juillet, Finsler l'accuse de réaction et ce journal est supprimé à son tour<sup>13</sup>. Devant la carence des périodiques officiels, à une ou deux exceptions près, le régime est obligé de passer des accords avec des éditeurs qui, contre insertion de pièces officielles et de comptes rendus des délibérations aux Chambres législatives, reçoivent une aide gouvernementale substantielle. C'est ainsi que le *Journal von und für Helvetien*, le *Neues helvetisches Tagblatt*, le *Freyheitsfreund*, le *Berner Intelligenzblatt* et le *Neuer helvetischer Republikaner*, bénéficient de l'aide gouvernementale. Cependant, aucun journal, ni officiel ni officieux, ne pallia l'absence d'une feuille populaire telle que l'avait conçue Nucé. L'échec de la feuille décrétée le 21 juillet fut une telle déception pour ce dernier que, découragé, il mit un terme définitif aux efforts qu'il avait déployés jusque-là avec tant d'insistance.

<sup>8</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. III, p. 374 (n° du 23 septembre 1798).

<sup>9</sup> *Der schweizerische Republikaner*, t. I, p. 766 (n° du 22 octobre 1798) : « Wenn das Volksblatt auch wirklich deutsch erscheint, so erscheint es doch nicht französisch. » (Cité par STRICKLER, t. III, n° 47, p. 290).

<sup>10</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 49-50. Le 25 octobre, le décret est ratifié par le Sénat.

<sup>11</sup> L'imprimeur de l'édition française est Henri Vincent, Lausanne.

<sup>12</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, p. 370. Décret accepté par le Sénat le 28 février.

<sup>13</sup> Le dernier numéro paraît le 24.7.1799.

## *L'établissement des juges de paix*

« L'institution des juges de paix... a principalement pour but de concilier les habitants des campagnes en fournissant les moyens d'étouffer ces procès ruineux qui font tant de malheureux, perpétuent tant de ressentiments, créent tant de coupables. S'il est un pays auquel cette Institution appartient, de préférence, c'est l'Helvétie dont les habitants sont dispersés, dont le peuple a conservé jusqu'ici des mœurs simples qui permettent de trouver partout des hommes intègres, dignes de la confiance de leurs concitoyens. Le décret qui organisera cette Institution remplira l'attente de tous et l'honnête cultivateur, voyant que les législateurs se sont surtout occupés de lui, dans cette occasion, s'attachera sincèrement à l'ordre des choses qui lui aura procuré ce bienfait...<sup>14</sup> » Ce point de vue exprimé par le bourgmestre de Lausanne, Saussure, dans un mémoire que le ministre de Justice et Police Meyer communique le 17 juillet 1798 au Directoire<sup>15</sup> et dont le Grand Conseil prend connaissance le 18, rejoint celui de Nuce. Le député valaisan estime en effet qu'il est important de diminuer les procès par l'instauration de juges de paix, car les tracasseries de la justice sont sources de mécontentement ; et le mécontentement est ferment de révolte.

Le 5 mai 1798, une commission est nommée pour s'occuper de l'instauration de juges de paix ; les membres en sont : Deloës, Koch, Stokar, Carrard et Hemmeler. Le 16 mai, ils présentent leur rapport dont l'Assemblée ajourne la discussion. Nuce, à plusieurs reprises, secoue la torpeur de ses collègues : « J'ai traversé six cantons et partout la même demande : quand aurons-nous des juges de paix ? Le rapport est prêt. Je demande qu'on l'examine<sup>16</sup> » dit-il le 29 juin 1798. Il intervient encore le 3 juillet et la discussion s'ouvre enfin le 4. Le projet, ne satisfaisant pas l'Assemblée, est renvoyé le 10 à la commission à laquelle sont joints Ehrmann et Erlacher.

Le 5 septembre, Kuhn présente un deuxième projet jugé peu satisfaisant ; le 3 octobre, un troisième<sup>17</sup> que le Grand Conseil accepte, mais que le Sénat refuse le 10 novembre. Ackermann ne cache pas la satisfaction que lui procure ce rejet, ce qui fait dire à Nuce : « Eh ! quel mauvais esprit influence donc le Conseil. Le peuple fait entendre sa voix de tous côtés ; il demande à grands cris ces magistrats populaires qui doivent être ses pères, ses conciliateurs, et il entend aujourd'hui révoquer en doute s'il y aura des juges de paix<sup>18</sup>. »

Dès le début décembre, et jusqu'au mois de mai 1799, le Grand Conseil tente d'élaborer avec application un nouveau projet. Nuce ne semble pas prendre une part active aux travaux. Ce qui lui importe surtout, c'est que

<sup>14</sup> AF, H n° 522, pp. 541-547 : mémoire signé S.R. Les mots « Juges de paix » sont soulignés.

<sup>15</sup> AF, H n° 522, p. 535 : lettre du ministre de justice et police au Dir. exécutif.

<sup>16</sup> *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, p. 468 (n° du 3 juillet 1798).

<sup>17</sup> STRICKLER, t. V, n° 468, pp. 1195-1209 : rapport de la commission.

<sup>18</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. IV, p. 99 (n° du 15 novembre 1798) : séance du 10 novembre 1798.

l'établissement des juges de paix soit fait le plus rapidement possible. Les détails le rebutent ; son esprit, concret avant tout, est rébarbatif à la procédure. Aussi n'intervient-il pas souvent dans les délibérations. Il cherche uniquement à valoriser la fonction et la compétence du juge de paix. Le 11 avril, il s'étonne que l'on veuille limiter la compétence à punir du juge de paix à quatre francs et estime que les juges de paix ne devraient recevoir aucune rémunération afin que seuls des hommes éclairés et désintéressés accèdent à ce poste <sup>19</sup>.

Le Corps législatif, quant à lui, se perd dans la complexité de sa pensée et de la procédure. Il lui faut près de dix-sept mois pour arrêter le nouveau projet. Cette lenteur n'est du goût ni de Nucé ni du peuple. Ce n'est que le 19 mai 1800 qu'un projet de loi complet sur les juges de paix et sur les justices de paix est accepté par le Grand Conseil. Il est ratifié le 13 juin par le Sénat. Mais quel projet ! Voici ce qu'en dit la Commission exécutive : « Les formalités de la procédure même, telles qu'elles sont établies par la loi ne sont pas de nature à répondre au but de cette institution. Du moins a-t-on peine à s'en persuader lorsqu'on considère les longueurs et les opérations multiples que la loi demande ou permet, avant de conduire les parties à une sentence définitive de la Justice de paix ; adjudication et frais contre la partie qui fait défaut, connaissance des motifs de la non-comparaisance et prononcé sur iceux ; une modération de frais par le Juge de paix, seconde modération de frais par le président du tribunal de district. Première tentative pour un accommodement amiable, seconde tentative pour un accommodement amiable ; estimation de l'objet en litige par des appréciateurs nommés ad-hoc ; nomination d'arbitres ensuite d'une proposition réitérée ; seconde nomination dans le cas où une partie aurait eu des raisons valables pour faire défaut ; prononcé de la Justice de paix sur sa propre compétence, recours en cassation contre ce prononcé ; sentence en contumace contre la partie qui a fait défaut ; première modération de frais par la Justice de paix ; seconde modération par le président du tribunal de district ; enlèvement de la sentence en contumace lorsque la partie justifie sa non-comparaisance ; audition de témoins ; vision locale : toutes ces opérations doivent ou peuvent successivement avoir lieu avant que l'on puisse obtenir une sentence en première Instance sur un objet de la valeur de 32 francs ! Et encore a-t-on supposé qu'il ne s'élèverait sur l'objet même aucune question, préliminaire ou accidentelle, puisqu'alors les mêmes opérations devraient se réitérer, du moins en partie <sup>20</sup>. »

A la lecture de ce message, le 21 juillet, une commission — Anderwert, Escher, Elmiger, Jomini, Carrard, Lüscher et Müller, de Tagerweilen —

<sup>19</sup> Nucé obtiendra raison, le projet accepté ne déterminera aucune indemnité à attribuer aux juges de paix. La Commission ex. s'y opposera : « ...l'expérience journalière nous prouve combien est petit le nombre de ceux qui ont la volonté ou seulement la faculté de servir gratuitement la chose publique » (cf. AF, H n° 522, pp. 581-594 : message de la Commission ex., adressé au Corps législatif, le 14 juillet 1800, copie).

<sup>20</sup> AF, H n° 522, pp. 581-594 : message de la Commission ex. adressé au Corps législatif, le 14 juillet 1800, copie.

est nommée. Les événements du 7 août 1800 interrompront son travail et Nucé n'aura pas la satisfaction de voir son désir réalisé.

### *Conclusion*

En août 1800, après plus de deux ans de régime républicain, le dénuement, matériel et moral, est total dans le canton du Valais. Est-ce dire que l'activité du Grand Conseil en général, celle de Nucé en particulier, en vue d'y améliorer la situation, ont été vaines ? Oui, sans aucun doute. Les raisons de cet insuccès sont nombreuses, qui vont de l'état des finances de la République à la lenteur de l'administration, du manque d'initiative du Pouvoir exécutif à l'incapacité du Corps législatif, due en partie à son inexpérience, sans parler des événements survenus en Valais depuis le début de 1798.

Nucé n'est pas responsable de l'échec de son activité. Son attitude fut judicieuse. Face aux dissensions qui ravageaient son pays, il adopta une attitude strictement humanitaire, sans faire de distinction entre le Haut et le Bas-Valais. Le fait qu'il ne laissa rien transparaître, à la tribune du Grand Conseil, de la haine dont il avait accablé les séditeux « allemands », à la fin avril 1798, prouve à quel point il tenait en haute estime son devoir de député, combien il voulait s'en montrer digne. Elu représentant du peuple valaisan, il défendit les intérêts de ce peuple, s'élevant au-dessus des luttes partisans. Ses idées, elles aussi, furent judicieuses ; les grandes lignes directrices de sa pensée n'ont pas été contestées ; des secours au Valais ont été décidés, une feuille populaire décrétée, le principe de l'instauration des juges de paix admis. Mais pour n'avoir promulgué que de vagues invitations au Directoire, l'exhortant à secourir le Valais — Nucé partage un peu la responsabilité de cette erreur — pour n'avoir pas destiné uniquement la feuille populaire à l'instruction politique du peuple, comme le désirait le maréchal vovryen, et être ainsi cause de sa disparition, pour avoir différé sans cesse l'établissement de juges de paix, non par mauvaise volonté, mais par manque de simplicité dans les vues et de clarté dans les idées, le Grand Conseil s'est exposé au mécontentement de Nucé dont la demande d'accorder les pleins pouvoirs<sup>21</sup> au Directoire, le 21 août 1799, prouve qu'il doutait pour le moins de l'efficacité du travail et des décisions du Corps législatif.

Le maréchal vovryen ne prétendait nullement avoir une panacée à proposer contre les maux qui affligeaient le Valais. La parution d'une feuille populaire et l'établissement de juges de paix étaient, selon lui, les meilleurs moyens pour éviter toute nouvelle aggravation du dénuement par une insurrection ; ils étaient la condition *sine qua non* de toute possibilité d'amélioration sociale et économique. Quant aux secours immédiats, s'ils

<sup>21</sup> Cette idée était pleine de sagesse. Le Pouvoir exécutif n'aurait-il pas en effet tout mis en œuvre pour secourir le Valais sous peine d'assumer l'entière responsabilité de l'aggravation de la situation au lieu de pouvoir rejeter cette lourde responsabilité sur le Corps législatif ?

étaient nécessaires, ils n'en restaient pas moins, dans la pensée de Nucé, des palliatifs. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles le député valaisan n'a pas jugé bon de préciser, en règle générale, la nature des secours qu'il réclamait.

Si le Valais fut l'objet principal de l'activité de Léopold de Nucé au Grand Conseil helvétique, il n'en fut pas cependant une préoccupation exclusive, tant s'en faut. La lutte contre le clergé catholique tint aussi une place importante dans l'activité du député valaisan et, dans cette lutte, le fanatisme l'emporta souvent sur la modération, comme en témoigne le chapitre suivant qui traite de l'attitude religieuse de Nucé au Grand Conseil helvétique.

#### IV

### L'ATTITUDE RELIGIEUSE DE LÉOPOLD DE NUCÉ

L'histoire explique, dans une large mesure, l'attitude de Nucé envers la Religion. L'Eglise catholique, en France comme dans plusieurs cantons helvétiques, était très liée à l'ancien régime ; elle en était un des piliers centraux. Avec l'apparition de la République, après avoir fait figure jusqu'alors, à tort ou à raison, d'oppresseur, elle devient l'opprimée. Sa compromission passée lui vaut la méfiance des esprits républicains et même la haine des plus intransigeants d'entre eux.

Léopold de Nucé, né dans une famille de vieille tradition catholique, accepte l'Eglise et ses rites, mais est habité de lourds préjugés envers les hommes qui la servent, et cela déjà bien avant la Révolution. Même son cousin Anne-Joseph de Rivaz ne trouvait pas grâce à ses yeux : « L'abbé de Rivaz a passé un mois avec nous <sup>1</sup>. Il est retourné à Paris où il paraît avoir des espérances de la part du turbulent Christophe. Le protégé est digne du protecteur. Le ciel préserve l'Europe qu'ils deviennent papes l'un et l'autre <sup>2</sup>. » L'opposition de nombreux prêtres français à la République de 1789 n'a fait qu'accroître les préjugés et l'hostilité de Nucé. Aussi le clergé catholique suisse a-t-il tout à craindre de lui <sup>3</sup>.

#### *Nucé et le protestantisme*

La République helvétique, dès le début, ne cache pas sa suspicion envers les Eglises catholique et protestante. La constitution de Pierre Ochs

<sup>1</sup> A Meaux.

<sup>2</sup> AV, Rz 21/23/2 ; Meaux, le 31 août 1775.

<sup>3</sup> Il ne faut pas oublier que Nucé a été expulsé de son canton d'origine par un gouvernement auquel l'Eglise était très liée.

tente surtout d'en diminuer l'importance politique<sup>4</sup> ; elle rompt l'unité de l'Eglise et de l'Etat aussi bien dans les cantons catholiques que dans les cantons réformés où le protestantisme était religion d'Etat. Mais en fait, au contraire du clergé catholique, les pasteurs protestants auront peu à souffrir de la révolution, car ils bénéficieront de la présence au Corps législatif d'une majorité protestante et de l'impression favorable laissée par l'attitude pro-révolutionnaire de leurs coreligionnaires français quelques années plus tôt.

C'est sans doute cette attitude qui est cause de la sympathie de Nucé pour la religion réformée. Celle-ci tire sa force, aux yeux du député valaisan, de la fidélité de ses membres à l'esprit — tout imprégné de charité — de l'Evangile. Le 30 mai 1798, dans un élan humanitaire digne de la Convention et dont il est coutumier, le maréchal vouvryen s'écrie : « Le premier devoir de l'homme est de secourir le malheureux qui se voit obligé de s'anéantir devant son semblable pour en obtenir la subsistance. Je dois dire, à la gloire de la Religion protestante et au désavantage de la catholique, que dans les lieux où la première est exercée, les charités les plus abondantes y sont répandues sur les indigents, tandis que chez les catholiques tous les bienfaits sont pour les moines ; observez, vous verrez que plus il y a de moines dans une ville, plus il y a de mendiants. Je vous invite, citoyens, à ouvrir vos cœurs et vos bras à l'indigence dénuée de ressources ; je vous invite à imiter l'exemple de Rumford qui, en Bavière, a supprimé la mendicité et qui, de fainéants, a fait des membres utiles à l'Etat ; je propose que, préalablement, on fasse traduire son livre<sup>5</sup> ; s'il ne l'est pas, qu'on l'achète et qu'on le fasse distribuer à tous les districts<sup>6</sup>. »

Cette intervention ne laisse aucun doute aux députés sur la sympathie de Nucé pour le culte réformé et c'est avec confiance que la majorité protestante du Grand Conseil va accepter la nomination de ce catholique dans diverses commissions chargées des intérêts du culte réformé. Mais, plus qu'une activité somme toute restreinte et peu intéressante — le protestantisme ne retient guère l'attention des représentants du peuple — c'est l'absence de critiques et d'accusations qui est révélatrice de la partialité de Nucé ; seul le clergé catholique est en effet l'objet de ses virulentes attaques.

<sup>4</sup> Cf. STRICKLER, t. I, n° 2, p. 568, article 6 : « Tous les cultes sont permis s'ils ne troublent point l'ordre public et n'affectent aucune domination ou prééminence » et p. 572, article 26 : « Les ministres d'aucun culte ne peuvent exercer de fonctions politiques ni assister aux assemblées primaires. »

<sup>5</sup> Les *Essays Political, Economical and Philosophical* du comte de Rumford, qui ont enthousiasmé Nucé, racontent l'expérience faite par l'auteur à Munich, qui a ouvert un centre de travail pour les mendiants et les désœuvrés. Le livre expose les différents problèmes qu'il a fallu surmonter et de quelle façon on a réussi à les surmonter (cf. Benjamin, comte de Rumford, *Essais politiques, économiques et philosophiques*, traduits de l'anglais par L. M. D. C., Genève 1799, 2 vol., 461 et 525 p.).

<sup>6</sup> *Journal des deux conseils*, p. 310 (n° du 31 mai 1798). — Cette tirade est fort applaudie, mais les députés font remarquer à Nucé que l'état des finances empêche toute mesure dispendieuse. Nucé n'en persévère pas moins dans son idée, il écrit à Rumford et, le 14 juillet, peut annoncer à ses collègues que l'auteur anglais a fait le nécessaire pour que l'ouvrage soit traduit.



Les excès de la Révolution française sont encore présents à l'esprit du clergé catholique ; rien d'étonnant alors que plusieurs de ses membres, notamment en Appenzell, à Soleure, en Valais et dans le canton des Waldstaetten<sup>7</sup>, soient à la base de la résistance au régime révolutionnaire qui s'est implanté en Helvétie et que, par contrecoup, l'hostilité du nouveau gouvernement à son égard devienne plus forte.

Le 8 mai, les Conseils législatifs décident « que tous les biens des cloîtres, des chapitres et abbayes, doivent dès à présent être mis sous séquestre et qu'il doit être défendu à leurs membres et à leurs administrateurs de n'en rien distraire, sous leur responsabilité et des peines graves<sup>8</sup> ». Le 17 mai, en séance secrète, Nucé, Carmintran, Hartmann, Cartier, Suter, Deloës et Anderwert<sup>9</sup>, sont chargés d'étudier la manière, l'extension et les conditions de la suppression des couvents. Le 14 juin, le rapport<sup>10</sup> de cette commission, qui sera mis en délibération le 17, est déposé sur le bureau du Conseil. Il respecte les grandes lignes définies par le Grand Conseil le 5 juin, toujours en séance secrète, à savoir : « 1. Les couvents, abbayes, communautés religieuses, doivent être abolis. 2. Leurs biens sont, par un juste retour, propriété nationale, de même que la jouissance d'iceux. 3. Cependant, la Justice exige de la Nation qu'elle pourvoie à des pensions convenables à ceux qui, jusqu'ici, ont joui de ces biens<sup>11</sup>. »

Alors qu'il travaille à l'abolition des couvents dans les séances secrètes, Nucé, en compagnie de Deloës et Anderwert<sup>12</sup>, élabore un projet de loi ordonnant la levée du séquestre, décrété le 8 mai, sur les moyens d'entretien des moines et des religieux<sup>13</sup>. Contrairement aux apparences, il n'y a rien de contradictoire entre les activités publiques et secrètes de Nucé et des autres députés. Leur intention n'est pas de supprimer brutalement les couvents — ce qui ne manquerait pas de provoquer de graves réactions — mais d'agir plus sournoisement, en contribuant à leur lent dépérissement. Voilà expliquées la décision du Grand Conseil du 19 juillet 1798 : « ... il est défendu provisoirement dans l'Helvétie aux couvents des deux sexes de recevoir, jusqu'à nouvel ordre, aucun novice ni professe<sup>14</sup> » et celle du 17 septembre

<sup>7</sup> Le canton des Waldstaetten comprend les anciens cantons d'Uri, de Schwyz, d'Unterwald et de Zoug.

<sup>8</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 48-49 ; loi résolue le 8 par le Grand Conseil.

<sup>9</sup> Le 4 juin, Heussi remplace Anderwert, absent.

<sup>10</sup> AF, H n° 200, pp. 425-432 : rapport en allemand (cité par STRICKLER, t. II, n° 36, pp. 214-218).

<sup>11</sup> AF, H n° 47, p. 20.

<sup>12</sup> Ces 3 députés ont été choisis le 26 mai 1798 pour examiner un message du Directoire demandant la levée du séquestre pour « les effets et provisions d'usage et de nécessité journalière » des moines et des religieux (cf. AF, H n° 13, p. 177).

<sup>13</sup> Le rapport est refusé le 29 mai. Un nouveau rapport est présenté et accepté le 4 juin. Cf. le décret du 11 juin 1798, résolu le 9 par le Grand Conseil, dans le *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 142-144.

<sup>14</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, p. 232 : loi du 20 juillet 1798.



qui prévoit notamment l'octroi d'une pension annuelle aux religieux qui quitteront leur corporation<sup>15</sup>.

Au fil des jours, le contrôle de l'Etat sur l'Eglise catholique devient de plus en plus rigoureux et vexatoire. Veut-on former une nouvelle paroisse ? changer une « chapelanie » en cure ? Il faut en demander l'autorisation au Corps législatif. Le 4 avril 1799, il paraît même un arrêté du Directoire réglementant les processions<sup>16</sup> ! A cause de la nouvelle législation, à cause des réquisitions et des pillages de nombreux couvents et abbayes par les troupes françaises surtout, à cause de l'hostilité qui l'entoure, le clergé catholique est dans une situation, morale et matérielle, difficile. Qu'importe ! Nucé s'acharne sur lui. L'ancien maréchal de camp ne pardonne pas aux ecclésiastiques leur fréquente hostilité au gouvernement. Il s'oppose à ce qu'ils soient exemptés du service militaire<sup>17</sup>, car ils sont citoyens avant tout, et s'occupe principalement de dénoncer leurs menées contrerévolutionnaires. Le 9 août 1798, après avoir sollicité un congé de ses collègues pour aller soigner sa santé<sup>18</sup> en Valais, il ajoute : « En même temps, j'espère pouvoir servir la patrie. Des prêtres cherchent encore à bouleverser ce malheureux pays. Les flots de sang qu'on a versés n'ont pas désaltéré ces tigres. De nouveaux complots se trament encore... Eh bien ! je les surveillerai. J'arriverai peut-être à temps et je déjouerai leurs efforts<sup>19</sup>. » C'est bien ce à quoi il s'emploie lors de son séjour. Le 22 août 1798, il met en garde Charles-Emmanuel de Rivaz contre les agissements du clergé : « ... Différez le moins que vous pourrez l'expédition des lois ; vous en savez vous-même la raison ; les envieux profitent de tout. Et les méchants n'ont pas manqué dans les petits cantons d'augmenter le nombre des novices et des professes, pendant l'intervalle de la publication de la loi, dans l'unique dessein d'ajouter du mécontentement en cas de suppression (qui n'aura lieu que par extinction) et de surcharger le Trésor national<sup>20</sup>. » Le 27 août, à Saint-Maurice, il assiste à la prestation de serment dans l'église de l'abbaye et, estimant les paroles prononcées par le curé Gard « intempestives et séditionnelles », n'hésite pas à interrompre ce dernier et à protester avec véhémence<sup>21</sup>.

Mais c'est en septembre 1798, lors des troubles qui éclatent dans les petits cantons, que l'anticléricisme de Nucé apparaît avec le plus de véhémence. Le 17, le député valaisan dénonce le rôle joué par les religieux dans

<sup>15</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 391-397 : loi du 19 septembre 1798.

<sup>16</sup> AF, n° 563, p. 441 : placard.

<sup>17</sup> Le Grand Conseil décidera que « sont, tout comme les ministres consacrés du culte, exempts de service militaire, les jeunes gens qui se seraient voués à l'état ecclésiastique », une année avant la parution de la loi du 13 décembre 1798 sur l'organisation de la milice sédentaire. Loi du 14 février 1799. Cf. *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 306-308.

<sup>18</sup> De tout temps, Nucé souffre de l'estomac et des nerfs, ce qui l'oblige à fréquenter périodiquement les stations thermales. — Le Grand Conseil lui accorde un mois de congé, mais le député valaisan interrompra ses vacances après 15 jours déjà.

<sup>19</sup> BERTRAND, p. 6, d'après le *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. III, p. 90 (n° du 14 août 1798).

<sup>20</sup> AV, Rz 55/62/8 : Nucé à de Rivaz ; Saint-Maurice, le 22 août 1798. Les mots « qui n'aura lieu que par extinction » sont soulignés.

<sup>21</sup> BERTRAND, p. 6, d'après une source que nous n'avons pas identifiée.

ces événements et, le 19, à la lecture de la relation officielle des troubles, il laisse éclater sa colère qui confine à l'hystérie ; « il appelle la vengeance de la loi sur le couvent de Saint-Gall. Il veut que ce repaire de scélérats soit rasé. Il veut qu'Einsiedeln éprouve le même sort. Il veut que les mesures les plus rigoureuses soient déployées contre les traîtres à leur patrie, que la loi les atteigne et qu'elle les punisse pour les maux qu'ils voulaient faire et ceux qu'ils ont causés <sup>22</sup>. »

En 1799 et 1800, Nuce ni ne demande ni ne soutient de nouvelles mesures contre le clergé ; c'est que les Conseils traitent surtout de points de détail, les grandes lignes de la politique gouvernementale envers la Religion ayant été définies en 1798 ; c'est que, depuis son intervention du 19 septembre, Nuce a le sentiment de n'être plus soutenu dans sa lutte contre le clergé réactionnaire — après la flambée révolutionnaire de 1798, la majorité du Corps législatif se rend compte en effet, peu à peu, dès 1799, de l'opportunité d'une modération conciliante — c'est que, selon Nuce lui-même, les biens ecclésiastiques n'ont jamais été aussi improductifs que depuis que l'Etat s'en est emparé <sup>23</sup>. Aussi le député valaisan se contente-t-il de lancer quelques remarques dérisoires où perce encore son hostilité, de mettre en garde ses collègues contre les ministres du culte catholique : « On connaît depuis longtemps l'esprit de ces messieurs <sup>24</sup> », dit-il ; et contre leur influence : « Que Dieu nous préserve de la puissance universelle du clergé <sup>25</sup> ! »

### *Les moines du Grand-Saint-Bernard et les Ursulines de Lucerne*

L'anticléricalisme de Nuce, même s'il est favorisé par des préjugés, n'est pas gratuit ; Nuce est anticlérical parce qu'une grande partie du clergé catholique est antirépublicain. Son sentiment d'hostilité, de haine même, n'est pas inamovible ; quand il est de toute évidence que des religieux remplissent leur devoir de dévouement et de charité envers autrui en se conformant sans rechigner aux contingences politiques, il se transforme en un sentiment de sympathie et même de reconnaissance. Rares cependant sont ceux que Nuce juge dignes de sa faveur — il s'agit principalement des moines du Grand-Saint-Bernard et des Ursulines de Lucerne — elle n'en a que plus

<sup>22</sup> Bull. officiel du Directoire helvétique, t. III, p. 372 (n° du 23 septembre 1798). — Cette malheureuse intervention, révélatrice de l'intransigeance religieuse de Nuce, mais faite sous le coup d'une violente indignation, a été rapportée par divers auteurs, tels Heinrich Zschokke, *Historische Denkwürdigkeiten der helvetischen Staatsumwälzung*, Bd II, Winterthur, 1804, p. 179, Désiré Raoul-Rochette, *Histoire de la Révolution helvétique de 1797 à 1803*, Paris, 1827, p. 250, et Anton von Tiliier, *Histoire de la République helvétique depuis sa fondation en 1798 jusqu'à sa dissolution en 1803*, ouvrage traduit librement de l'allemand par A. Cramer, Genève/Paris, 1846, t. I, p. 80.

<sup>23</sup> En mars 1799, constatant ce fait, il déclare qu'il s'opposera désormais sa vie durant à toute nouvelle confiscation de biens ecclésiastiques. Cf. BERTRAND, p. 7.

<sup>24</sup> Bull. officiel du Directoire helvétique, t. X, p. 287 (n° du 12 décembre 1799) : intervention du 5 décembre 1799.

<sup>25</sup> *Der neue schweizerische Republikaner*, t. I, p. 37 (n° du 2 juin 1800) : séance du 16 mai 1800. On y lit : « Gott bewahre uns vor jeder weltlichen Gewalt der Geistlichkeit ! »

de prix : « Chacun sait que je ne fus jamais l'esclave du clergé, mais je veux rendre justice. Venant de ma bouche, cela n'est pas suspect<sup>26</sup> », affirme-t-il le 12 octobre 1798 en faisant l'éloge du curé de Val d'Illiez.

C'est le 26 mai 1798 que Nuce intervient pour la première fois en faveur du monastère du Grand-Saint-Bernard. Il profite de la lecture d'un message du Directoire demandant la levée partielle du séquestre sur les biens des moines d'Engelberg. « Je demande, dit Nuce, qu'on ne lève pas seulement le séquestre en faveur des fainéants du cloître d'Engelberg qui ne font que bavarder du latin qu'ils n'entendent pas, mais je prie qu'on le lève entièrement de dessus les biens des religieux du Saint-Bernard qui exercent si généreusement l'hospitalité dans le passage le plus fréquenté entre l'Italie, l'Allemagne et la Suisse<sup>27</sup>. » Ce désir est pris en considération dans les articles 7 et 8 de la loi sur l'adoucissement du séquestre, ratifiée le 11 juin par le Sénat<sup>28</sup>.

Le 21 juillet, Nuce réclame une exception à la loi du 20<sup>29</sup> en faveur du couvent du Saint-Bernard. Le jour même, il écrit à Charles-Emmanuel de Rivaz : « La commission chargée du rapport sur la disposition future des novices dans les maisons religieuses a oublié mon Saint-Bernard. Comme j'ai pris la parole de nouveau en leur faveur ce matin, que toute l'Assemblée m'a appuyé, que, cependant, sur l'extension qu'un membre<sup>30</sup> a demandé pour le Saint-Gothard, l'objet a été renvoyé à la commission générale sur les couvents, écrivez, je vous prie, au prévôt Luder, de ma part et sur ma responsabilité, qu'il peut recevoir des novices<sup>31</sup>. »

Grâce à sa renommée d'hospitalité et à l'activité de Nuce, le couvent jouit d'une situation privilégiée. Le 13 octobre, en réponse à une demande du 3 septembre 1798<sup>32</sup>, le Grand Conseil l'autorise à continuer ses quêtes dans les cantons et résout « que le Directoire sera invité à payer à ce couvent, au nom de la Nation, de la caisse nationale, la même somme payée par les anciens gouvernements et à déclarer à ces religieux bienfaisants

<sup>26</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. III, p. 474 (n° du 17 octobre 1798). Cet éloge est fait à l'occasion de la lecture d'une adresse émanant de citoyens du Val d'Illiez dénonçant les abus nombreux qui résulteraient de la liberté non restreinte de vendre du vin.

<sup>27</sup> *Journal des deux conseils*, p. 283 (n° du 28 mai 1798).

<sup>28</sup> Cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 142-144. Article 7 : « Le couvent du Saint-Bernard ne sera soumis à aucun séquestre quelconque. » Article 8 : « Il est néanmoins défendu à la dite maison, ainsi qu'à tout autre monastère ou chapitre, d'aliéner aucuns biens-fonds ou droits, où qu'ils puissent être situés. »

<sup>29</sup> Loi sur l'interdiction faite aux couvents de recevoir des novices et des professes, du 20 juillet 1798.

<sup>30</sup> Il s'agit d'Heinrich Weber, député du canton de Baden.

<sup>31</sup> AV, Rz 55/62/4 : lettre de Nuce à Ch.-Emm. de Rivaz ; Aarau le 21 juillet 1798. Les mots « Saint-Bernard », « de ma part », « sur ma responsabilité, qu'il peut recevoir des novices », sont soulignés. Nuce, qui est alors président du Grand Conseil, agit bien cavalièrement. Ce n'est que le 17 septembre que le Grand Conseil autorisera l'hospice du Saint-Bernard à remplacer par des novices les membres qui pourraient lui manquer. Leur nombre devra « être restreint au pied usité jusqu'ici » (cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 391-397).

<sup>32</sup> AF, H n° 257, pp. 37-38 : lettre de Luder aux Conseils législatifs de la République helvétique.

qu'aussi longtemps qu'ils rendront ces services<sup>33</sup> à l'humanité ils seront secourus<sup>34</sup> ». En 1799, l'hospice peut continuer sans autre ses quêtes<sup>35</sup> et reçoit 320 louis du gouvernement, somme correspondant à celle que lui donnaient « les ci-devant baillifs<sup>36</sup> ».

Si les moines du Grand-Saint-Bernard durent à leur philanthropie de gagner les faveurs du nouveau régime, les Ursulines de Lucerne le durent à leur soumission. Le 8 août 1798, le Corps législatif fixe le lieu de résidence des Autorités Suprêmes de la République à Lucerne et résout, le 16 août, sur le rapport des inspecteurs de salle du Grand Conseil<sup>37</sup>, « que le couvent des Ursulines à Lucerne, avec ses dépendances, est choisi pour le lieu des assemblées du Grand Conseil<sup>38</sup> ». Les religieuses se plient à cette décision avec dignité, rentrent dans leurs familles sans cesser pour autant de se dévouer à l'instruction des jeunes filles. Leur attitude impressionne favorablement le Directoire qui exprime le souhait que le Corps législatif « voudra bien leur fixer une pension honnête et analogue à l'utilité de leurs occupations<sup>39</sup> ».

Nucé a également été touché par la sérénité et la disponibilité dont ont fait preuve ces Ursulines. Le 1<sup>er</sup> décembre, il secoue la léthargie des Conseils, réclame le rétablissement du pensionnat que tenaient les nonnes. Une semaine plus tard, le 8, il demande que le Directoire soit invité à leur procurer une habitation commode et qu'une commission fixe sans tarder les pensions auxquelles elles ont droit. Deloës, Haas et Koch soutiennent l'avis de Nucé<sup>40</sup>. Le Grand Conseil ordonne au Directoire de secourir ces citoyennes et de leur procurer « un bâtiment spacieux et arrangé pour qu'elles puissent reprendre l'instruction de la jeunesse de l'autre sexe<sup>41</sup> » ; la commission sur les couvents est chargée d'étudier le montant des pensions à leur verser. Nucé en présente le rapport<sup>42</sup> le 10 janvier et une seconde lecture en est faite le 19. Au cours des débats qui suivent, le projet est modifié et les députés décident finalement que les Ursulines recevront « un secours provi-

<sup>33</sup> D'après l'intervention de Nucé, le 13 octobre 1798, le couvent accueillait chaque semaine des troupes françaises en transit et avait même offert une fois vin, pain et fromage, à 17 000 soldats d'un coup ; cf. *Der schweizerische Republikaner*, t. I, p. 773 (n° du 23 octobre 1798). Cité par STRICKLER, t. III, n° 45, p. 286.

<sup>34</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 48-49 : loi du 25 octobre 1799.

<sup>35</sup> Cf. AF, H n° 562, pp. 237-266 : échanges de lettres à ce sujet.

<sup>36</sup> AF, H n° 562, pp. 253-254 : arrêté du Directoire du 26 mars 1799. L'hospice du Grand-Saint-Bernard se montrera digne de la confiance de Nucé et de ses collègues. Au mois de mai 1800, il distribuera, jusqu'à l'épuisement complet de ses stocks, vivres et vêtements à l'armée de Bonaparte — près de 40 000 hommes — qui veut surprendre, dans le nord de l'Italie, en passant par le Grand-Saint-Bernard, le général autrichien Mélas. Cf. Pierre-Antoine GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, pp. 515-520.

<sup>37</sup> Haas et Secretan.

<sup>38</sup> *Bull. des lois*, cah. 1, p. 295.

<sup>39</sup> AF, H n° 14, p. 298 : message du Directoire du 30 août 1798, lu le 1<sup>er</sup> septembre au Grand Conseil.

<sup>40</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. IV, p. 318 (n° du 14 décembre 1798).

<sup>41</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, p. 150 : décret du 11 décembre 1798.

<sup>42</sup> AF, H n° 203, pp. 187-190 (cité par STRICKLER, t. III, n° 267, pp. 988-989). Ce projet, signé Nucé, prévoit une aide provisoire de 160 francs pour la période allant du 1<sup>er</sup> septembre 1798 au 1<sup>er</sup> mars 1799.

soire de deux cent vingt francs, en déduction des pensions annuelles qui leur seront allouées <sup>43</sup> » par la suite <sup>44</sup>.

### Conclusion

« N'oublions point que l'Helvétie est partagée dans sa croyance. N'oublions point que, dans l'un des cultes, la Religion et ses ministres sont regardés comme étant la même chose et que toucher aux prérogatives de ceux-ci c'est, pour le vulgaire, attenter à celle-là <sup>45</sup>. » Cette déclaration de Nuce lors des délibérations sur les élections des ministres du culte, le 7 novembre 1798, moins de deux mois après qu'il a réclamé l'anéantissement des couvents de Saint-Gall et d'Einsiedeln, semble marquer un tournant dans l'attitude du fantasque valaisan envers le clergé catholique. Viollemment anticlérical dans les premiers mois de la République — sauf à l'égard de son Saint-Bernard — Nuce perd de sa hargne et fait preuve de plus de passivité et de bon sens. Quelles sont les causes d'un tel changement ? peur de retomber dans les excès verbaux du 19 septembre ? conscience que la violence ne résout rien ? ou suffisance, à ses yeux, des mesures coercitives prises par le Corps législatif à l'encontre du clergé ? On n'en sait rien. Il est impossible de pallier le silence des sources, d'autant plus qu'on ne peut savoir si l'attitude de Nuce dans les séances secrètes correspond exactement à son attitude dans les séances publiques.

Il n'en reste pas moins que le trait dominant de l'attitude religieuse de Nuce est un anticléricalisme farouche. Si, en 1799 et en 1800, le député valaisan n'a plus guère attaqué le clergé, il n'a cependant pas participé à l'élaboration des quelques lois destinées à améliorer le sort des ecclésiastiques <sup>46</sup>, exception faite des cas, particuliers du reste, vus ci-dessus. Mais peut-on reprocher à Nuce d'avoir été un homme de son époque ? Si l'anticléricalisme était si répandu et si violent à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le grand responsable n'en était-il pas le clergé catholique lui-même ?

Avec ce chapitre se termine l'étude de l'activité principale du maréchal vouvryen au Grand Conseil helvétique. Il reste encore à examiner l'attitude et la pensée de Nuce face à des problèmes considérés comme secondaires en raison de leur importance toute relative, en raison de l'intérêt que Nuce leur a consacré, ou encore en raison du mutisme des sources.

<sup>43</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 264-265 : décret résolu par le Grand Conseil le 19.

<sup>44</sup> Notons encore que le 5 mars 1799, Nuce s'est opposé à la vente du domaine de la Sallaz, près d'Aigle, appartenant à l'abbaye de Saint-Maurice, et qu'il est un des instigateurs du décret du 17 décembre 1799 qui annule l'arrêté du Directoire du 20 août 1799, destituant de son poste le curé Roman Herr de Bâle. Il estime en effet que Roman Herr n'a fait que son devoir de prêtre en exigeant d'une femme qu'elle se refusât à son mari tant que le mariage ne serait pas validé par l'Eglise.

<sup>45</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. IV, p. 76 (n° du 11 novembre 1798).

<sup>46</sup> Loi générale, telle celle du 4 mai 1799 qui punit les perturbateurs du culte public (cf. *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 538-539) ou décret particulier, tel celui du 10 décembre 1799 qui augmente le traitement accordé au pasteur du culte catholique, dans le chef-lieu de la République (cf. *Bull. des lois*, cah. 3, pp. 424-425).

## AUTRES ASPECTS DE L'ACTIVITÉ DE LÉOPOLD DE NUCÉ AU GRAND CONSEIL HELVÉTIQUE

L'activité secondaire de Léopold de Nucé au Grand Conseil helvétique, comme son activité principale, est, le plus souvent, motivée soit par une violente intolérance à l'égard des ennemis de la République, soit par une surprenante largeur d'esprit alliée à une grande générosité de tempérament et de cœur. C'est ainsi que le député valaisan exige des sanctions contre la presse antigouvernementale, en particulier contre le rédacteur des *Helvetische Annalen*, de Haller, contre le curé d'Embach, Schweitzer, auteur d'une brochure séditieuse, qu'il réclame de sévères mesures contre tous les révoltés et fauteurs de troubles, contre les déserteurs, contre les jeunes émigrés enfin, qui refusent de revenir au pays pour remplir leur devoir militaire<sup>1</sup>. C'est ainsi qu'il combat les préjugés moraux de son époque, qu'il demande qu'un père puisse légitimer son fils naturel, qu'il ne comprend pas pourquoi une femme ne peut se remarier avant une année de veuvage, qu'il s'oppose à la volonté de Schoch d'interdire les bals la nuit ; qu'il préconise l'assurance contre les risques de grêle et d'épizootie pour les paysans ; qu'il acquiesce à des adoucissements de peines ou à des amnisties, jugés légitimes ; qu'il propose à ses collègues de faire don d'une partie de leur traitement à la patrie.

Qu'il agisse par obligation, pour avoir été nommé dans une commission, sur les taxes des passeports<sup>2</sup> par exemple, qu'il s'occupe d'objets qui lui tiennent à cœur comme la réglementation du roulage<sup>3</sup> et la protection des forêts<sup>4</sup>, qu'il s'agisse d'objets aussi divers — qui vont être développés dans ce chapitre — que les affaires militaires, l'indemnisation des patriotes persécutés, l'ingérence française dans les prérogatives du Corps législatif, la

<sup>1</sup> Même les députés du Grand Conseil ne sont pas à l'abri de cette intolérance. C'est ainsi que François Perrig, que Nucé accuse d'avoir soutenu l'insurrection de mai 1798 en Valais, doit subir de continuelles allusions à son antirépublicanisme et toutes sortes de vexations. Est-il nommé membre d'une commission avec Nucé ? Celui-ci refuse sa nomination. A-t-il le malheur de répondre aux attaques de Nucé par d'autres attaques ? L'ancien maréchal de camp quitte la salle après avoir exigé rétractation et excuses !

<sup>2</sup> Le 3 juin 1798. Membres de la commission : Kuhn, Nucé, Secretan.

<sup>3</sup> Nucé désire préserver les routes des voitures trop chargées. Cf. la loi du 4 mars 1799 sur le roulage, dont il est un des instigateurs. Cf. *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 382-383.

<sup>4</sup> Nucé fait figure de précurseur. Le premier, le 3 novembre 1798, il rend le Grand Conseil attentif au fait que, s'il est continué à être répondu affirmativement aux pétitions des communes et des particuliers en vue d'obtenir du bois, les forêts finiront par disparaître. En 1799, le 16 janvier et le 15 mai notamment, il réclame en vain, pour mettre fin aux dégâts qui se commettent dans les forêts, une législation sévère qui châtierait de façon exemplaire les coupables.



fixation des salaires des magistrats, l'abolition des droits féodaux, Nucé recherche toujours ce qu'il estime être le bien de la République et celui de ses concitoyens.

### *Les affaires militaires*

Une commission dont l'objet, militaire, est important, ne se conçoit pas sans la présence de Nucé. L'ancien maréchal de camp, à cause de sa carrière et de son expérience militaires, jouit auprès de ses collègues d'un grand prestige. Escher ne le qualifie-t-il pas de « l'homme de guerre le plus expérimenté de l'Assemblée »<sup>5</sup> ? Malheureusement, s'il ne fait aucun doute que Nucé a joué un rôle important dans l'organisation de l'armée helvétique notamment, le manque de sources rend difficile la détermination de son apport personnel<sup>6</sup>. Il est certain que Nucé a participé à l'élaboration des rapports qui aboutirent aux lois du 4 septembre 1798 sur l'organisation de la milice sédentaire<sup>7</sup>, du 13 décembre 1798 sur la création d'une légion helvétique<sup>8</sup>, du 17 septembre 1799 sur la nouvelle organisation des troupes helvétiques<sup>9</sup>. Mais dans quelle mesure ? On l'ignore.

Nucé n'a rien d'un technocrate. Son expérience de la vie militaire, sa tournure d'esprit, le portent vers le concret. Il se préoccupe, semble-t-il, plus des soldats que de l'armée en tant qu'institution. Il souhaite avec Bourgeois et Legler, députés du Léman et de la Linth, que l'âge soit l'un des critères de l'avancement : « On craint de donner quelque chose à l'âge, craignez de tout donner à la recommandation, au crédit. On ne doit point oublier que ce qui sous l'ancien régime tuait toute émulation militaire était que les postes de capitaine, de colonel, étaient distribués par la faveur<sup>10</sup>. » Le 25 janvier 1799, il dénonce le peu de ménagement avec lequel le peuple est traité par les agents du recrutement. Le 7 février 1800, il refuse catégoriquement la levée de nouveaux bataillons tant que ceux qui se sont battus vaillamment contre les Autrichiens n'auront pas été payés. Il se préoccupe des moindres détails. C'est ainsi qu'il ne veut pas que les soldats reçoivent trop d'argent à la fois, car « on sait assez ce qui arrive à un jeune soldat quand il a un louis dans sa poche. Il est cajolé et tant cajolé par ses camarades et par sa

<sup>5</sup> *Neues helvetisches Tagblatt*, p. 9 (n° du 26 juillet 1799) : séance du 23 juillet. On y lit : « ... der erfahrenste Krieger in der Versammlung » (cité par STRICKLER, n° 450, p. 1437).

<sup>6</sup> La limitation, dans son étendue, du présent travail ne permet nullement une étude de l'activité militaire globale du Grand Conseil, qui contiendrait fatalement tout ou partie de l'activité de Léopold de Nucé.

<sup>7</sup> Cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 354-364. Cette milice est destinée à maintenir l'ordre public, elle comprend 1520 hommes.

<sup>8</sup> Cf. *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 153-167. La loi, résolue le 10 par le Grand Conseil, stipule que tous les citoyens, de 20 à 45 ans, sont tenus de porter les armes, soit dans le corps d'élite, soit dans le corps de réserve.

<sup>9</sup> Cf. *Bull. des lois*, cah. 3, pp. 266-269. Loi résolue le 14 septembre par le Grand Conseil. La légion helvétique est supprimée.

<sup>10</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. IV, p. 322 (n° du 15 décembre 1798) : séance du 10 décembre 1798.



bonne amie que bientôt il ne lui reste rien. Je voudrais donc que la commune dût payer un écu par mois au soldat enrôlé par le tirage au sort <sup>11</sup>. »

Ce sont là quelques traits mineurs des préoccupations militaires de Léopold de Nuccé, les seuls connus malheureusement, qui ne permettent de jauger ni l'importance du travail accompli par le député valaisan dans les différentes commissions dont il fut membre et qui concernaient l'armée, ni l'influence qu'il y exerça sur ses collègues. Il est fort probable que le rôle joué par Nuccé dans les affaires militaires de la République helvétique fut important. Si son activité reste ignorée des sources, c'est qu'il la déploya non à la tribune de l'Assemblée, mais dans le cénacle des commissions, fermé à la curiosité des journalistes et à toute publicité.

### *L'indemnisation des patriotes persécutés*

L'indemnisation des patriotes persécutés — des hommes qui ont eu à souffrir des anciens gouvernants — est une question particulièrement d'actualité durant les mois qui suivent immédiatement l'avènement du nouveau régime. Nuccé, lui-même patriote persécuté, participe activement aux délibérations et défend sa propre cause avec une insistance et un égoïsme souvent irritants. C'est ainsi que, le 18 mai 1798, il s'exclame : « L'Assemblée a nommé une commission <sup>12</sup> pour savoir si les patriotes persécutés par les anciens gouvernements seront dédommagés et par qui ils le seront... Citoyens législateurs, vous voyez devant vous la victime la plus malheureuse de la liberté... En punition de mon attachement pour ses principes, j'ai été, le 17 août 1791, déclaré traître à la Patrie et banni des terres helvétiques par les scélérats de la Diète du Valais... L'Etat du Valais n'existe plus, mais mes tyrans existent. Ils vont payer la peine due à leurs forfaits ; je demande les indemnités qui me sont légitimement dues <sup>13</sup>. » Le Grand Conseil ne conteste nullement le droit de Nuccé à être indemnisé ; il l'invite à transmettre sa plainte à la commission existante et, le 21 mai, n'a aucun scrupule à l'adjoindre à celle-ci en compagnie de Wyder.

Le 6 juin, la commission soumet un rapport à l'Assemblée. Nuccé s'oppose à l'article 5 de ce rapport, qui propose de renvoyer les patriotes devant les tribunaux cantonaux. Aucune décision définitive n'est prise. Le 8, sur une remarque d'Escher dénonçant la présence du député valaisan dans la commission sur les patriotes, les membres de celle-ci sont remplacés par Meyer d'Arbon, Legler, Schoch et Bourgeois, Nuccé n'apprécie guère ce changement : « Je ne comprends pas quel esprit s'insinue dans cette Assemblée ; mais il me semble qu'on y a trop d'indulgence pour de grands scélérats et qu'on a plus de pitié pour eux que pour leurs malheureuses victimes... <sup>14</sup> » Le 12 juin déjà, soutenu par Billeter, il réclame le rapport de la

<sup>11</sup> *Ibidem*, t. IX, p. 135 (n° du 21 septembre 1799) : séance du 13 septembre 1799.

<sup>12</sup> Le 5 mai : Hemmeler, Detrey, Grivel, Cartier, Fierz, Deggeler, Oesch.

<sup>13</sup> *Journal des deux conseils*, pp. 179-180 (n° du 18 mai 1798).

<sup>14</sup> *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, p. 316 (n° du 12 juin 1798).

commission et, comme l'Assemblée donne la priorité à la question des droits féodaux, les deux députés quittent la salle. Certains sont agacés par l'attitude de Nucé. Par son insistance à vouloir être indemnisé, par son égocentrisme — il ramène toujours le problème à son cas particulier<sup>15</sup> — par ses outrances verbales à l'égard des oligarques, ces « maudits juges<sup>16</sup> », ces « grands scélérats » qui ont « vomi des sentences de sang contre des patriotes<sup>17</sup> », il ne s'attire que peu de sympathie, car seuls l'intérêt et la haine semblent le pousser à agir.

Prenant conscience qu'il nuit à la cause qu'il défend plus qu'il ne la sert, et après la motion — non prise en considération — d'un membre demandant que les patriotes ne prennent plus part aux délibérations les concernant, Nucé modifie son attitude. Le 31 juillet, devant le nombre croissant de leurs pétitions parfois impatientes, il conseille aux patriotes d'être un peu plus modérés dans leurs réclamations ; leurs affaires iraient d'autant mieux. Lui-même, désormais, va observer cette modération qu'il réclame d'autrui.

Le 18 octobre, le Corps législatif arrête enfin une décision. Il passe « à l'ordre du jour motivé sur ce que c'est aux tribunaux que les patriotes persécutés doivent s'adresser pour obtenir les indemnités qui leur sont dues<sup>18</sup>, car il n'appartient qu'aux juges de déterminer par qui et de qui une telle réparation peut être exigée. La solution est sage, mais ne satisfait nullement Nucé qui, le 15 décembre 1798, se plaint « du triste sort des patriotes persécutés. Les tribunaux leur sont encore fermés, ou s'ils leur sont ouverts, la chicane rend presque inutile pour eux le bénéfice de la loi<sup>19</sup>. » Billeter renchérit ; il affirme que les patriotes ne trouvent aucun juge et que l'on n'accepte pas leurs plaintes. Les deux députés n'exagèrent pas. Le 21 novembre, le *Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman* écrivait : « ... cette loi expose à des longueurs interminables et à des obstacles sans cesse renaissants la conclusion d'une affaire qui exige si impérieusement une décision finale. Trois adresses présentées par divers citoyens du canton de Fribourg... proposent qu'une commission de citoyens impartiaux examine les prétentions des patriotes et que le Corps législatif fasse alors, sur les oligarques, la répartition des sommes auxquelles ils seraient condamnés<sup>20</sup>. » Le Directoire a transmis ces pétitions au Grand Conseil le 13 novembre et l'a invité à y répondre par la fixation d'un mode d'indemnité plus sûr et plus rapide. Nucé se réjouit de ce qu'enfin le Pouvoir exécutif s'intéresse

<sup>15</sup> Une seule fois, Nucé défend la cause d'un patriote autre que lui. Il le fait à la demande du général Lorge et il s'agit du capitaine Barthélemy Guillot dont le père fut exécuté par des Haut-Valaisans. Cf. les comptes rendus de la séance du 3 décembre 1798 et l'article d'Eugène Donnet, *Barthélemy Guillot, 1754-1835*, dans les *Annales Valaisannes*, 2<sup>e</sup> série, t. V, 1943-1945, pp. 17-24.

<sup>16</sup> *Der schweizerische Republikaner*, t. I, p. 272 (n° du 16 juillet 1798) : séance du 3 juillet 1798. On y lit : « ... ihre verfluchten Richter » (cité par STRICKLER, t. II, n° 79, p. 445).

<sup>17</sup> *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, p. 316 (n° du 12 juin 1798).

<sup>18</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 28-29. Cette loi a été acceptée le 11 par le Grand Conseil.

<sup>19</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. IV, p. 367 (n° du 20 décembre 1798).

<sup>20</sup> *Ibidem*, t. X, p. 142 (n° du 21 novembre 1799).

aux patriotes persécutés. Il réclame une commission, mais, sagement, désire que celle-ci « ajourne son rapport à des temps plus tranquilles <sup>21</sup> » et les députés exaucent son vœu.

La tranquillité ne reviendra pas et, à la disparition des Conseils législatifs, le 7 août 1800, la loi du 18 octobre 1798 sera toujours en vigueur. Rien ne permet d'affirmer que Nucé ait pu obtenir quelques dédommagements et même qu'il ait cherché à les obtenir en 1799 ou 1800. Son désintéressement progressif semble indiquer que, dès le début de 1799 en tout cas, il a perdu tout espoir d'être indemnisé, à cause du peu de soutien dont il jouit à l'Assemblée, à cause de l'inefficacité de la législation et que, surtout, il a pris conscience de l'égoïsme de son attitude, à un moment où la situation politique en Helvétie est préoccupante et où le gouvernement est affronté à des problèmes plus graves et plus importants que celui de l'indemnisation des patriotes persécutés.

### *La résistance à l'ingérence française*

Près de trente-deux ans passés en France, un grade de maréchal de camp et un poste de représentant du peuple dus à ce pays, une femme française et une attitude non équivoque au début de 1798, semblaient devoir faire de Nucé un partisan inconditionnel des libérateurs de l'Helvétie. Ce ne fut pourtant guère le cas. Le poids du passé n'enchaîna pas le sens du devoir du maréchal vouvryen. Nommé député de la République helvétique, Nucé défendit la liberté et l'indépendance du Corps législatif, sans se préoccuper des conséquences éventuelles de son attitude, et accueillit avec chaleur l'aide française chaque fois qu'elle n'alla pas à l'encontre de la souveraineté des Chambres législatives helvétiques.

Dès son arrivée au Grand Conseil, Nucé prend une position sans équivoque ; il repousse l'arrêté de Rapinat, du 4 mai <sup>22</sup>, approuvé par Schauenbourg. Il ne peut admettre en effet que des étrangers s'arrogent le droit de procéder à des modifications dans l'organisation de la République, droit qui n'appartient qu'au gouvernement helvétique récemment constitué <sup>23</sup>. Le 15 mai, il s'oppose, avec vigueur et avec succès, à la venue de troupes françaises à Aarau <sup>24</sup>. Trois jours plus tard, le Corps législatif ayant rejeté l'arrêté du 4 mai et Rapinat ayant déclaré sans ambages que Schauenbourg

<sup>21</sup> *Ibidem*.

<sup>22</sup> STRICKLER, t. I, n° 94, pp. 940-941. L'article I stipule que : « Les cantons désignés par le titre deuxième de la constitution helvétique, sous les noms de Glaris, Sargans, Appenzell, Thurgovie, Uri, Saint-Gall, Zoug, Schwyz, Unterwald, seront provisoirement divisés en trois cantons qui prendront les dénominations de cantons de Waldstaetten, de la Linth et du Sântis ».

<sup>23</sup> Cette opposition ne l'empêche pas de reconnaître que les modifications prévues sont le plus sûr moyen de détruire l'esprit de fédéralisme dans la Suisse centrale et orientale.

<sup>24</sup> Ce sont des troupes bâloises qui seront choisies pour veiller provisoirement à la sécurité du gouvernement.

passerait outre à cette opposition, il n'hésite pas à clamer de nouveau son indignation : « Je répète que je n'ai jamais été opposé à la réunion des cantons : je défie quel Suisse que ce puisse être d'être meilleur patriote que moi ; personne ne hait plus que moi ces maudits aristocrates et ces malheureux fanatiques ; personne n'a plus de reconnaissance que moi pour les Français ; personne ne sait apprécier mieux que moi les grands biens que nous leur devons ; mais je sais aussi que mon canton ou plutôt toute l'Helvétie me commande de réclamer sa liberté et son indépendance <sup>25</sup>. »

Nucé, au printemps 1798, apparaît comme chef de file des opposants <sup>26</sup> au commissaire français et il n'est pas étonnant que ce dernier s'en prenne au député valaisan. Le 9 juin paraît une proclamation de Rapinat ; le député valaisan y est accusé de faire le jeu des oligarques et d'être de ceux qui « sous prétexte d'indépendance et de liberté... poussent à des prétentions de domination outrées et absurdes..., espèrent ainsi aigrir tellement les esprits qu'il en naîtra des discordes si violentes qu'elles détruiront le gouvernement nouveau de l'Helvétie <sup>27</sup>. » Nucé, dès qu'il a connaissance de cette proclamation, s'empresse de quitter Aarau. Son exil volontaire sera de courte durée. Le 20 juin, un décret du Directoire français rappelle Rapinat et le remplace par le commissaire Rudler. Le 25, un message de Schauenbourg communique la décision du Directoire au Corps législatif. L'émotion et la joie y sont vives. Nucé monte à la tribune, plein d'exaltation ; il n'hésite pas à considérer le rappel de Rapinat comme une victoire personnelle : « J'arrive du Valais, je descends de cheval. Qu'apprends-je ? Citoyens ! Quel triomphe pour moi ! Que ce jour est beau pour mon cœur !... <sup>28</sup> »

Par sa décision de rappeler Rapinat, le gouvernement français s'acquiert, définitivement cette fois, la confiance et la reconnaissance de Nucé. Les atteintes au pouvoir législatif des Conseils ayant cessé, Nucé se révèle francophile. Il accepte sans broncher les lourdes contributions et les fréquentes réquisitions imposées par les troupes alliées à ses concitoyens et ne voit dans le motif de leur intervention que le désir de libérer un peuple du joug oligarchique. Favorable à l'interdiction du recrutement en faveur des nations étrangères <sup>29</sup>, il demande néanmoins — et obtient — une exception en faveur du service de l'Espagne <sup>30</sup>, alors alliée à la France. L'assassinat de Rastadt <sup>31</sup> le touche autant que s'il siégeait au Conseil des Cinq Cents : « Je ne sais, je ne puis m'exprimer en ce moment, ma langue est collée contre

<sup>25</sup> *Journal des deux conseils*, p. 183 (n° du 18 mars 1798) : séance du 18 mai.

<sup>26</sup> Parmi eux, Escher, Huber, Suter.

<sup>27</sup> STRICKLER, t. II, n° 43, pp. 229-232. La proclamation de Rapinat a paru le 8 à Paris. Elle s'adresse au patriote N. ; il est évident que Rapinat se réfère à l'intervention de Nucé du 18 mai.

<sup>28</sup> *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, p. 439 (n° du 28 juin 1798).

<sup>29</sup> Loi du 5 juillet 1798 (cf. *Bull. des lois*, cah. 1, p. 202).

<sup>30</sup> Décret du 20 juillet 1798 (cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 229-232). — Nucé est favorable au rappel des Suisses au service de toutes les autres puissances, mais le rapport de la commission dont il fait partie est refusé par le Grand Conseil le 2 avril 1799.

<sup>31</sup> Le 28 avril 1799. Les envoyés français aux négociations de Rastadt s'apprétaient à regagner leur pays quand ils furent tués par des hussards autrichiens.

mon palais, tant je suis pénétré d'horreur<sup>32</sup>. » Tout au long de 1799 il prendra maintes fois la parole pour louer et remercier les vaillantes troupes alliées de verser leur sang pour le bonheur de l'Helvétie.

La résistance de Léopold de Nucé à l'ingérence française se résume donc principalement à une hostilité farouche à l'encontre de Rapinat et de ses tentatives de supplanter le Corps législatif helvétique et, comme on l'a vu précédemment, à la présence en Valais de troupes étrangères, après l'insurrection de mai 1798. Le mérite de Nucé fut de ne pas être un partisan inconditionnel de la France, alors qu'il devait tout à ce pays de ce qu'il avait été et de ce qu'il était devenu. Nombre de ses collègues ne pouvait alléguer une telle excuse, dont l'attitude fut toute de servilité envers les occupants.

### *Les salaires des magistrats*

Les députés du Corps législatif ne se montrent guère conscients des difficultés financières de la République<sup>33</sup>. Dans leur désir de prouver la supériorité du nouveau régime sur l'ancien et de contenter les citoyens fidèles, ils se montrent prompts à débarrasser le peuple des charges — féodales notamment — qui pèsent sur lui et généreux dans la fixation des salaires que l'Etat doit verser. Nucé, plusieurs fois, met en garde ses collègues contre leur prodigalité ; il constate avec humour : « Nous agissons comme si nous possédions les mines du Pérou et nous ne cessons d'oublier que nous sommes très pauvres<sup>34</sup> » ou demande avec malice : « Depuis quand les glaciers de notre Helvétie, que j'avais crus jusqu'à ce jour couverts de neiges et de glaçons, ont-ils été métamorphosés en montagnes d'argent<sup>35</sup> ? »

Diverses commissions proposent en effet des salaires qui ne reflètent nullement la précarité financière de la République ; elles proposent, le 16 juin, 300 doublons<sup>36</sup> par an pour les représentants du peuple, le 24 juillet, 1200 doublons pour chaque directeur, avec, en sus, un logement gratuit, et, le 26 juillet, 200 doublons pour les membres des Chambres administratives. Nucé proteste contre ce qu'il juge être une provocation contre la misère du peuple ; il demande que le traitement des premiers soit réduit à 200 doublons, celui des deuxièmes à 600<sup>37</sup> et celui des troisièmes à 150. Le Corps législa-

<sup>32</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. VII, p. 65 (n° du 9 mai 1799) : séance du 3 mai 1799.

<sup>33</sup> L'article 50 de la constitution : « Les Conseils législatifs ratifient ou rejettent, sur la proposition préalable et nécessaire du Directoire exécutif, tout ce qui concerne les finances », leur enlève, en matière financière, toute initiative (cf. STRICKLER, t. I, n° 2, p. 576).

<sup>34</sup> *Der schweizerische Republikaner*, t. I, p. 273 (n° du 17 juillet 1798) : séance du 3 juillet 1798. On y lit : « Wir handeln, als ob wir die Minen von Peru besässen, und vergessen immer, dass wir sehr arm sind » (cité par STRICKLER, t. II, n° 93, p. 508).

<sup>35</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. II, p. 659 (n° du 28 juillet 1798) : le 26 juillet 1798.

<sup>36</sup> 1 doublon = 1 louis d'or = 16 francs.

<sup>37</sup> Il est le seul à proposer moins de 800 doublons, montant que conseille Escher.

tif les fixe finalement à, respectivement, 275, 800 (avec logement gratuit) et 150 doublons <sup>38</sup>.

Ce qu'avait prévu Nucé se réalise. Le peuple, dans sa majorité, est indigné ; il trouve que les magistrats touchent des « honoraires exorbitants pour une république naissante et pauvre <sup>39</sup> ». Le Directoire s'émeut ; le 22 novembre déjà, il demande aux Conseils de revoir les salaires et, en premier lieu, celui des Autorités Suprêmes. Le 14 mars, le Corps législatif fixe les indemnités de ses membres à 245 louis ; le 18 mars 1799, celles des directeurs à 600 doublons, somme que Nucé avait proposée déjà le 24 juillet 1798 ; le 17 juin, celles des administrateurs à 120 doublons. Les salaires des membres du Tribunal Suprême, de l'accusateur public auprès du Tribunal Suprême, des suppléants du Tribunal Suprême, du secrétaire général du Directoire exécutif, sont également réadaptés par des décrets s'échelonnant entre le 23 mars et le 24 avril 1799.

La politique du Corps législatif en matière de salaires est un échec total. Le 6 juillet 1799, le Directoire envoie un second message aux Conseils, où il leur demande une nouvelle et importante réduction pour que soit ranimée la confiance du peuple dans ses magistrats et pour que ces derniers eux-mêmes puissent être payés, car « l'état de nos finances n'a pas permis depuis plusieurs mois de songer au paiement des fonctionnaires publics <sup>40</sup> ». Ce message est communiqué le 8 juillet aux députés du Grand Conseil et Nucé ne se gêne pas pour accabler ses collègues : « C'était une hérésie que de vous proposer 20 louis par mois. Plusieurs membres vous l'ont dit, l'ont répété sans cesse... Mais non, il le fallait et vous avez voulu tout jeter par la fenêtre, et vous n'avez pas vu que tout finirait par une partie d'éponge. Je suis fâché qu'il ait fallu que le Directoire vous en fît la proposition. Je suis plus fâché encore que les circonstances semblent vous forcer la main et je vote comme Secretan <sup>41</sup>. »

Le 10 déjà, le Corps législatif décide de ramener le traitement de ses membres à 150 doublons, celui des directeurs à 250 avec logement et, le 21 août, celui des administrateurs à 100. Les salaires de tous les autres magistrats sont également baissés. Pour n'avoir pas su faire preuve de mesure, pour n'avoir pas écouté la voix de la sagesse, celle de Nucé en l'occurrence, le Corps législatif doit céder sans gloire à une sorte de chantage du Directoire qui affirme, non sans raison, que les salaires des magistrats

<sup>38</sup> Il s'agit, respectivement, des lois du 2 juillet, du 16 août et du 12 septembre 1798 (cf. *Bull. des lois*, cah. 1, pp. 191-192, p. 298, p. 381). — Nucé intervient encore pour que soient réduits les salaires des huissiers, des messagers d'Etat et des sous-préfets. Le 27 juillet, il fait hausser le traitement des chefs de bureau des Chambres administratives de 75 à 100 doublons, logement gratuit en sus (cf. la loi du 12 septembre 1798, *Bull. des lois*, cah. 1, p. 383).

<sup>39</sup> STRICKLER, t. III, n° 374, p. 1361 : lettre anonyme aux législateurs. Source : AF, H n° 260, pp. 339-340.

<sup>40</sup> STRICKLER, t. IV, n° 329, p. 963 : message du Directoire exécutif au Corps législatif. Source citée : AF, H n° 163, pp. 89-91.

<sup>41</sup> *Bull. officiel du Directoire helvétique*, t. VIII, p. 75 (n° du 12 juillet 1799). — Secretan s'est prononcé pour la nomination d'une commission et a affirmé que « la proposition la plus basse sera celle qui aura son assentiment ».



étant trop élevés, il ne peut en assurer le payement. Et c'est précisément parce que la plupart des magistrats ne sont pas payés et que chaque diminution de salaires ravive en eux l'espoir de recevoir les indemnités qui leur sont dues, que le Corps législatif peut impunément renoncer à sa politique initiale de prodigalités.

### *L'abolition des droits féodaux*

Les droits féodaux étaient une survivance de l'inégalité existante sous les anciens gouvernements ; les articles 2, 8, 11 et 13, de la constitution annonçaient leur suppression. Le 4 mai, le Corps législatif abolit les charges féodales de nature personnelle <sup>42</sup>, certain qu'il est que cette décision ne soulèvera guère de controverses juridiques et répond à l'impatience légitime des paysans. Une loi globale sur les droits féodaux est néanmoins urgente, car les pétitions abondent et, invoquant la loi du 4 mai, beaucoup de citoyens refusent de payer toute charge féodale.

Nucé a conscience de l'importance et de la difficulté de la question. Les droits féodaux ne lui sont guère familiers, il le reconnaît bien volontiers, mais il a été témoin des malheureux tâtonnements du gouvernement français en cette matière et n'ignore pas que c'est l'Etat qui tire les plus grands bénéfices de la dîme et du cens par exemple. Aussi adopte-t-il une attitude fort sage, contrastant avec celle de la plupart des députés ; il recommande d'agir avec prudence et réflexion. Le 26 mai 1798, il définit sa pensée : « ... Jusqu'à ce que vous ayez une maison neuve, voyez à ne pas vous priver absolument de l'ancienne ; regardez un peu au-delà du clocher de votre village ; considérez ce qui s'est fait en France ; on dit qu'après que les anciennes redevances ont été abolies, on a créé de nouveaux impôts. Oui ; mais entre les créer et les faire payer, il y a du chemin ; j'ai vu s'écouler trois années pendant lesquelles on n'a pu y parvenir. Je conclus donc que tous les droits seigneuriaux doivent sans doute être abolis, mais point pour cette année, point avant que d'avoir des états bien circonsciés de leur nature et de leur valeur, ainsi que des impôts qu'on veut y substituer. Quand on aura tout cela, je suis d'avis qu'on partage la perte par moitié, entre celui qui doit et celui à qui il est dû. Mais non pour cette année, car nous avons encore bien des dépenses ; autre est d'établir un nouvel impôt, autre est de le retirer <sup>43</sup>. »

Ce que préconise Nucé, c'est un système, un plan dont il trace les lignes directrices sans être capable, vu la complexité des charges féodales, d'entrer dans les détails. Le 29 août, il se prononce pour la suppression du droit de retrait qu'il considère comme la plus barbare de toutes les lois <sup>44</sup> ; mais il refuse catégoriquement de suivre ses collègues dans leur hâte de tout bouleverser, dans leur loi du 31 mai et leur décret du 8 juin <sup>45</sup> qui suspendent le

<sup>42</sup> Cf. *Bull. des lois*, cah. 1, p. 43.

<sup>43</sup> *Journal des deux conseils*, pp. 283-285 (n° du 28 mai 1798) et *Journal du Corps législatif et bull. officiel*, t. II, pp. 217-218 (n° du 30 mai 1798).

<sup>44</sup> Cf. la loi du 31 août 1798 (*Bull. des lois*, cah. 1, p. 342).

<sup>45</sup> Cf. *Bull. des lois*, cahier 1, p. 121 et pp. 135-136.

prélèvement des dîmes, et surtout dans l'élaboration de la loi du 10 novembre qui doit être considérée comme l'acte le plus important de l'Helvétique ; elle supprime « toutes droitures et redevances féodales... partie sans indemnité, partie contre une indemnité <sup>46</sup> » ; les dîmes appelées petites <sup>47</sup> sont abolies sans aucune indemnité ; les grandes <sup>48</sup> et les cens fonciers sont déclarés rachetables.

Cette loi du 10 novembre aura des conséquences désastreuses ; elle irritera aussi bien les propriétaires dépossédés que ses bénéficiaires qui la trouveront insuffisante ; elle forcera le gouvernement à chercher de nouvelles ressources, à créer de nouveaux impôts <sup>49</sup> qui ne feront qu'accroître le mécontentement et qui ne seront perçus que très difficilement.

Plusieurs lois et décrets suivront encore, qui compléteront ou modifieront la loi du 10 novembre. Nuce ne prendra aucune part à leur élaboration. Son inactivité, mais plus encore son intervention du 26 mai, pleine de sagesse et de lucidité, le disculpent de la faillite de la politique gouvernementale sur les droits féodaux, faillite telle que le 15 septembre 1800, le régime issu du coup d'Etat du 7 août suspendra la loi du 10 novembre 1798 ainsi que toutes les lois, décrets et arrêtés subséquents sur la matière, exception faite de deux lois secondaires, l'une sur la perception des prémices et l'autre sur la perception des intérêts capitaux provenant des cens échus <sup>50</sup>.

### Conclusion

L'esprit de Nuce est ouvert à tous les problèmes, qu'ils soient politiques, militaires, financiers, moraux ou sociaux. Son grand pouvoir de dispersion est lié à une incapacité fondamentale d'aller au fond des choses et d'avoir une vue d'ensemble précise et détaillée sur un objet donné. Seule peut-être son activité militaire échappe-t-elle à cette critique ; encore faudrait-il la mieux connaître pour pouvoir être certain de la véracité d'une telle affirmation. Cette incapacité n'exclut cependant pas, chez Nuce, un bon sens plein de prudence, de méfiance même, bon sens qui fait souvent défaut aux autres députés du Grand Conseil, plus soucieux de contenter les magistrats et les pétitions des citoyens par une politique à court terme dont, tôt ou tard, ils doivent pallier les désastreuses conséquences. Nuce a le mérite d'avoir combattu la politique gouvernementale en matière de fixation des salaires et des droits féodaux et d'en avoir prévu l'échec. Ce mérite est dû

<sup>46</sup> *Bull. des lois*, cah. 2, pp. 74-81 : loi du 10 novembre 1798, 30 articles. Résolue le 5 novembre par le Grand Conseil.

<sup>47</sup> Celles qui frappent les légumes, le chanvre, le lin. Parmi les petites dîmes, il y a encore la dîme des *nascences* et celles des *novales*.

<sup>48</sup> Notamment sur les céréales, le foin et le vin.

<sup>49</sup> Impôts fonciers, impôts sur la propriété bâtie, sur les boissons, sur les mutations, sur les successions, sur les timbres...

<sup>50</sup> *Bull. des lois*, cah. 5, pp. 46-47. — Cf. le jugement sévère de Gabriel-Pierre CHAMOREL sur la politique du gouvernement en matière de droits féodaux dans *La liquidation des droits féodaux dans le canton de Vaud 1798-1831*, thèse, Lausanne, 1944, p. 51.

non à une froide lucidité, mais à un grand besoin de justice qui est également cause de l'attitude souvent déplaisante du député valaisan face au problème des patriotes persécutés.

Ces remarques sur l'activité de Nuce au Grand Conseil helvétique concernent presque exclusivement les années 1798 et 1799 car, en 1800, le maréchal vuvryen aura un objectif primordial qui éclipsera tous ceux qu'il avait poursuivis durant près de deux ans. Avec le même courage, la même obstination, la même fougue avec lesquels il avait combattu Rapinat, il s'opposera au gouvernement issu du coup d'Etat du 7 janvier 1800. Cette hostilité restreindra son activité au sein du Grand Conseil et conditionnera toute son attitude jusqu'au 7 août 1800, date à laquelle s'achèvera sa fonction.

## VI

### L'HOSTILITÉ DE NUCE AU COUP D'ÉTAT DU 7 JANVIER 1800

Le chaos qui a suivi l'effondrement de l'ancien régime en Helvétie ne fait qu'empirer au fur et à mesure que les mois passent ; le Directoire en rejette la faute sur l'incapacité du Corps législatif et les Conseils sur l'immobilisme du Pouvoir exécutif. Cet antagonisme, ce manque de confiance réciproque ne sont pas faits pour améliorer la situation. Le coup d'Etat du 7 janvier 1800 est une tentative destinée à instaurer un gouvernement fort et uni, seul capable de remédier aux mille difficultés que connaît la République helvétique. Un tel gouvernement aura cependant à supporter le poids de son illégalité et Nuce, conscient de sa responsabilité en tant que représentant du peuple, gardien de la constitution, sera un de ses plus farouches adversaires.

#### *Le coup d'Etat*

Le 9 décembre, le directeur Laharpe propose à ses collègues diverses mesures, dont l'ajournement du Corps législatif et une demande d'assistance à la France, selon l'article 3 du traité d'alliance offensive et défensive<sup>1</sup>. Oberlin et Secretan<sup>2</sup> donnent leur accord, tandis que Dolder et Savary

<sup>1</sup> Article 3 : « ... Dans le cas où l'oligarchie tenterait de renverser la constitution actuelle de l'Helvétie, la République française s'engage à donner à la République helvétique les secours dont elle aurait besoin pour triompher des attaques intérieures ou extérieures qui seraient dirigées contre elle » (cf. STRICKLER, t. II, n° 211, pp. 884-889).

<sup>2</sup> Il s'agit de Philippe Secretan ; le député au Grand Conseil se prénomme Louis.

n'acceptent que le principe de l'ajournement des Conseils. Les membres du Pouvoir exécutif finissent par renvoyer à plus tard une décision définitive sur les propositions de Laharpe dont la tentative de coup d'Etat ne reste cependant pas secrète. Le 27 décembre, le député Gmür réclame l'institution d'une commission de dix membres<sup>3</sup> destinée à rechercher conjointement avec le Directoire les moyens les plus propres à guérir les maux de la Patrie. Sa demande est acceptée le jour même par le Grand Conseil et le 31 par le Sénat. En fait, la commission est destinée à renverser le Directoire, du moins la tendance révolutionnaire de celui-ci. Le 7 janvier, elle présente son rapport par la bouche de Kuhn au Grand Conseil et par celle de Bay au Sénat. Le rapport est accablant pour Laharpe en particulier : « Après de scrupuleuses recherches, la commission a découvert... que le directeur Laharpe a fait, dans une séance du Directoire, la motion d'inviter, sous menaces, le Corps législatif à s'ajourner ; en cas de refus de la part de celui-ci, d'employer la force pour l'y obliger et même d'invoquer l'intervention de la France pour assurer l'exécution de son projet<sup>4</sup> » ; il propose de dissoudre le Directoire, d'en déclarer les membres responsables de leurs actes, d'investir Dolder et Savary du pouvoir exécutif et de les charger de la sûreté de la Représentation nationale et du maintien de l'ordre public. Nucé, qui est resté à l'écart de toute intrigue, s'y oppose absolument. Il ne mâche pas ses mots : « ... La commission peut nommer mesures de salut celles qu'elle nous propose ; elle peut nous les conseiller, ces mesures qu'il n'appartient de prendre qu'à des gouvernements despotiques ! Et lors même que je conviendrais que l'éloignement momentané d'une partie du gouvernement est nécessaire, je ne pourrais encore voter que pour la suspension et non pour la démission ; mais ce serait pour la suspension de tous les cinq directeurs et non pas seulement de trois d'entre eux. Car s'il est vrai qu'on ait ourdi des trames contre la Représentation nationale, il est tout aussi vrai que les directeurs Dolder et Savary avaient connaissance de ce crime depuis le 9 décembre et que, jusqu'à ce jour, ils ne l'ont pas dénoncé. Ils se sont tus un mois entier sur les dangers qui menacent la Patrie ; ils sont à mes yeux plus coupables que ceux que l'on accuse de la conspiration<sup>5</sup>. » Aussi demande-t-il à l'Assemblée de suspendre les cinq directeurs de leurs fonctions, d'examiner sévèrement leur conduite et, en attendant, de remettre le pouvoir exécutif entre les mains d'une commission de cinq membres.

Secretan abonde dans le sens de Nucé. Koch et Schlumpf, députés de l'Oberland et du Säntis, répondent qu'il s'agit de mesures de sûreté et non d'une mise en accusation, puis l'on passe au vote. L'Assemblée adopte le rapport par 68 voix contre 35 dont celle de Nucé. Le Sénat confirme cette décision par 43 voix contre 8. Laharpe, Oberlin, Secretan, qui, durant toute la journée, ont tenté de reprendre la situation en main, sont définitivement vaincus. Nucé, par son intervention, est suspect d'être leur complice. Durant

<sup>3</sup> Cette commission sera composée de 5 membres du Grand Conseil : Zimmermann, Kuhn, Koch, Gmür, Anderwert ; et de 5 membres du Sénat : Bay, Genhart, Mittelholzer, Reding, Badoud.

<sup>4</sup> *Bull. helvétique*, t. XI, pp. 60-62 (n° du 10 janvier 1800).

<sup>5</sup> *Bull. helvétique*, t. XI, p. 73 (n° du 11 janvier 1800).

la nuit du 7 au 8, la maison qu'il habite au n° 136 de la rue de l'Isle est surveillée par un archer de la police bernoise. Le député valaisan ignore ce fait lorsque, le 8, il se rend au Grand Conseil pour la séance du matin et que la majorité de ses collègues confie le pouvoir exécutif à une commission intérimaire de sept membres<sup>6</sup>. Ce n'est que vers 17 h., chez le député vaudois Grivel, que le capitaine des chasseurs à cheval Debons lui apprend la surveillance dont il a été l'objet. Nucé, indigné, adresse immédiatement au préfet national du canton de Berne, Planta, une lettre et se rend chez lui à 22 h. 30. L'archer est retrouvé, l'ordre semble émaner du directeur de la police de Berne qui aurait outrepassé les directives du préfet.

### *Réaction de Nucé au coup d'Etat*

Le 9 janvier, Nucé porte l'affaire devant le Grand Conseil et conclut : « ... Au nom du peuple que je me fais gloire de représenter, j'exige que les coupables, reconnus, soient sur-le-champ punis comme criminels de lèse-nation, me réservant, en outre, toute action personnelle par devant qui il appartiendra. Si cet acte de justice pouvait tarder à m'être accordé (je ne veux pas penser à un refus), je proteste et jure sur mon honneur que je dénoncerai au Peuple helvétique, à nos alliés et sauveurs, les immortels Français, à l'univers entier, à quel point une faction liberticide aurait avili la Représentation nationale helvétique. Je dirais qu'elle est sous le poignard de la tyrannie et, dès l'instant même, je me retirerais d'une Assemblée aussi inique et aussi partielle<sup>7</sup>. »

Nucé est blessé dans son sens de l'honneur, car la majorité du Corps législatif s'est parjurée en violant la constitution<sup>8</sup> ; dans son amour de la franchise, car de sombres cabales se sont tramées ; dans son orgueil enfin, car on l'a soupçonné injustement. Plein d'amertume, il écrit le 9 janvier à Charles-Emmanuel de Rivaz : « D'exécrables factieux dont trop de députés valaisans et l'infâme Deloës, ci-devant commissaire du gouvernement en Valais, veulent, mon cher et estimable cousin, vous faire partager leurs crimes en vous proposant pour l'un des sept membres du Conseil exécutif provisoire...<sup>9</sup> »

Il ne cache nullement à ses collègues sa haine du nouveau régime. Le respect de la légalité est, pour lui, primordial. Le 13 janvier, il présente une

<sup>6</sup> Sont choisis : Glayre, Dolder, Savary, Frisching, Müller (de Zoug) remplacé le 23 janvier par Dürler, Gschwend et Finsler.

<sup>7</sup> *Bull. helvétique*, t. XI, p. 96 (n° du 12 janvier 1800). — L'Assemblée décide « d'inviter le Pouvoir exécutif à s'informer des faits et à faire traduire l'auteur de cet attentat par-devant les tribunaux, pour être puni selon le prescrit des lois » (cf. *Bull. des lois*, cah. 3, pp. 485-486) : décret du 11 janvier 1800. En fait, aucune suite ne sera donnée à cette affaire.

<sup>8</sup> Cf. articles 85 et 87 de la constitution stipulant que c'est au Tribunal Suprême à juger les membres des Conseils législatifs et du Directoire exécutif (STRICKLER, t. I, n° 2, p. 581).

<sup>9</sup> Rz 55/62/18 : lettre de Nucé à de Rivaz ; Berne, le 9 juin 1800. — Nucé fait erreur, il est question d'Isaac de Rivaz et non de Charles-Emmanuel.

motion où il affirme : « ... Je me résume et dis que la constitution étant violée depuis le 7 janvier, je regarde et déclare nul pour moi tout ce qui s'est fait et se fera. Mes pouvoirs sont finis jusqu'à une nouvelle constitution. Là, je les reprendrai, car ce n'est que pour opiner selon ma conscience que le peuple souverain m'a envoyé parmi vous ; c'est de lui seul que je tiens mon droit ; c'est lui seul qui me l'ôtera. J'ai dit, je me tais <sup>10</sup>. »

Cette résolution, dite sous le coup d'une profonde irritation, Nucé ne la tiendra qu'imparfaitement ; elle explique cependant la rareté de ses interventions à la tribune du Grand Conseil au cours de l'année 1800. Le désenchantement du député valaisan, qui est grand, se reflète dans sa correspondance ; il écrit, le 14 janvier : « Mes chers collègues ! Que vous êtes donc bêtes ! Les sept membres étaient décrétés... huit jours avant le 7 janvier. Au moins le 5, tout Berne le savait, hormis Nous, les Législateurs non Cabaleurs, non Intrigants. J'espère que nous n'aurons plus longtemps le dessous. Mais si cela devait durer dans la nouvelle constitution, *je tourne a casa*, rends compte du pourquoi à mes commettants et envoie tout au diable <sup>11</sup> » ; le 21 janvier : « ... J'enverrai au diable la Représentation, peut-être dans huit jours ; sinon, à coup sûr, cet été, pour n'accepter au monde que l'emploi de Juge de paix (sans salaire bien entendu) dans ma commune, jusqu'à ce qu'il plaise au ciel de me rappeler parmi mes ancêtres <sup>12</sup>. »

Nucé restera à son poste, jusqu'au mois d'août, avec une mauvaise volonté évidente. Le 22 février, il dénonce les destitutions nombreuses de magistrats auxquelles procède la Commission exécutive ; le 26, il est remplacé par Graffenried dans la commission <sup>13</sup>, décrétée le 15, sur la réorganisation de la cavalerie ; le 17 juin enfin, il s'étonne que le Pouvoir exécutif suspende l'exécution d'un décret <sup>14</sup> avant de communiquer au Corps législatif les raisons de cette suspension. Il s'aigrit, devient de plus en plus haineux à l'égard de ceux dont le vote a été affirmatif le 7 janvier ; il écrit par exemple à de Rivaz : « ... il faut que je vous avertisse de faire suivre ce Monsieur mon collègue Tabin qui ne vaut pas la corde pour le pendre... Je sais que le coquin a toujours été chez lui à la veille des insurrections... Croyez-moi mon cousin, regardez-y de près. Vous ne voulez sans doute pas célébrer les anniversaires de 98 et 99 <sup>15</sup>. »

Le 18 juillet, une loi rappelle l'article 43 de la constitution <sup>16</sup> et exige que le tiers du Grand Conseil soit renouvelé à l'équinoxe d'automne. Le

<sup>10</sup> Bull. helvétique, t. XI, pp. 271-272 (n° du 6 février 1800).

<sup>11</sup> AV, Rz 55/62/19 : lettre de Nucé à Ch.-Emm. de Rivaz ; Berne, le 14 janvier 1800.

<sup>12</sup> AV, Rz 55/62/20 : Nucé au même ; Berne, le 21 janvier 1800. Les mots « sans salaire » sont soulignés dans la lettre originale.

<sup>13</sup> Cette commission était composée de Vonderflüe, Graf, Nucé, Kuhn, Secretan. — C'est la première fois que Nucé ne participe pas aux travaux d'une commission dont il est membre.

<sup>14</sup> Il s'agit des travaux de l'école militaire de Berne. Cf. le décret du 26 octobre 1799. (Bull. des lois, cah. 3, pp. 360-361).

<sup>15</sup> AV, Rz 55/62/21 : Nucé à Ch.-Emm. de Rivaz, du 23 février 1800.

<sup>16</sup> « Le renouvellement du Grand Conseil se fait, toutes les années paires, par tiers. » Cf. STRICKLER, t. I, n° 2, p. 575.



1<sup>er</sup> août déjà, on procède à la désignation de ce tiers. Le tirage au sort se fait par canton ; les Valaisans Nucé, Preux et Debons, sont sortants. Nucé considère dès lors sa fonction de représentant comme terminée ; il sera par conséquent absent du Grand Conseil lors du coup d'Etat du 7 août<sup>17</sup> qui aboutira à la dissolution du Corps législatif et mettra ainsi un point final, officiel cette fois, à l'activité du député Léopold de Nucé.

<sup>17</sup> Le 7 août, la Commission exécutive adresse aux Conseils législatifs un message les sommant de se dissoudre. Le Grand Conseil se soumet. Au Sénat, l'opposition est vive. La Commission exécutive déclare néanmoins que la décision du Grand Conseil aura force de loi. Il s'ensuit qu'un nouveau gouvernement est mis en place avec un Conseil législatif unique de 43 membres et un Pouvoir exécutif de 7 membres, à savoir : Frisching, Dolder, Glayre, Savary, Zimmermann, Schmid et Rüttimann. Les instigateurs de ce coup d'Etat sont à nouveau les « modérés », de tendance fédéraliste.

## CONCLUSION

### *Les dernières années de la vie de Léopold de Nucé*

Dès le 1<sup>er</sup> août 1800, une certaine obscurité entoure la vie de Léopold de Nucé. On ne sait ni quelle fut sa réaction au coup d'Etat du 7 août — s'il en eut une — ni où et quand il est mort. Seuls, quelques lettres déposées aux Archives de Sion, quelques anecdotes racontées par le général de Rivaz et l'article du comte Serge Fleury dans le *Journal des débats*, fournissent de pâles renseignements sur les dernières années de son existence.

Nucé, après avoir quitté Berne « où, Dieu grâce, je ne suis et ne serai plus<sup>1</sup> », s'est établi à Saint-Maurice, cité qu'au début février 1801 il s'apprête à quitter : « ... Je compte partir le 12 pour Paris et signer cette transaction avec M<sup>me</sup> Amat puisqu'elle nous abandonne... Douaize, part de ma femme. Cette dernière a de plus hérité de feu M. Dromane, son parrain, une rente viagère de 300 louis. Il faut nécessairement aller arracher ce que je pourrai<sup>2</sup>. » L'argent semble être sa préoccupation principale : « ... j'avais écrit à MM. les officiers licenciés du régiment de Courten pour leur offrir mes services. Je leur demandais 30 louis, dont tout ce qui n'aurait pas excédé les frais de l'aller était un prêt, remboursable sur la première année de mes arrérages qu'on aurait payée. Il paraît que cela ne plaît, comme je devais m'y attendre. Je n'en suis rien moins que touché. Ils feront leurs affaires selon leur plaisir. Je doute que j'aie besoin de leur secours pour faire les miennes<sup>3</sup>. »

<sup>1</sup> AV, Rz 55/62/22 : lettre de Nucé à Ch.-Emm. de Rivaz ; St-Maurice, le 18 janvier 1801.

<sup>2</sup> AV, Rz 55/62/23 : Nucé au même ; St-Maurice, le 2 février 1801.

<sup>3</sup> *Ibidem*. Il est dû à Nucé 400 louis de pension par le gouvernement français.

Arrivé à Paris, il loue un appartement, place des Vosges. A cette époque, le bruit court que Bonaparte veut réunir le Valais à la France. Nucé lui envoie une pétition pour l'en dissuader. Le Haut-Valais, y écrit-il, « ne se consolera qu'à la deuxième génération de perdre sa souveraineté <sup>4</sup> » ; la France doit se contenter de soulager la détresse de ce canton : « Depuis trois ans, ce pauvre coin de terre a souffert du pillage et des réquisitions continues. Ces réquisitions ne sont pas acquittées. Cette dette est sacrée. Eteignez-la. Le Trésor de la France n'en souffrira pas et les malheureux pères de famille, cessant de souffrir, vous béniront autant qu'ils vous admirent <sup>5</sup>. »

Nucé profite de l'occasion pour rappeler au premier consul qu'il « est une autre dette non moins sacrée, c'est celle des pensions à tant d'anciens braves militaires qui ont sacrifié leur sang et leur jeunesse pour le service de la France... qui ont couru risque de voir leur peu de biens confisqué par le ci-devant Valais... qui ont été honnis, conspués par les vils, mais trop nombreux satellites du despotisme » et qui « ne touchent pas un centime depuis quatre, cinq et six ans <sup>6</sup>. »

Le 20 juin 1801, Nucé est mis à la retraite par le gouvernement français en tant que chef de brigade <sup>7</sup>. Dès lors, son caractère va s'assombrir de plus en plus, témoins les anecdotes que rapporte le général de Rivaz <sup>8</sup> et l'une des dernières lettres écrites par l'ancien député : « Votre bouderie, Monsieur du Général, n'a pas le sens commun ; je suis votre ancien sous tous les rapports ; je vous ai fait des avances ; si vous n'y répondez et ne venez, tel jour que vous voudrez, à deux heures, faire la connaissance de ma femme, vous êtes un vilain. Entendez-vous ! Je suis fixé à Paris pour toujours, Denucé. Et je ne suis pas ambassadeur des gens qui crient la faim <sup>9</sup>. »

Les dernières années de la vie de Nucé échappent à notre connaissance. On ne sait plus rien de lui, si ce n'est que, le 9 juillet 1806, il « vivait

<sup>4</sup> Cf. FLEURY.

<sup>5</sup> *Ibidem*.

<sup>6</sup> *Ibidem*. Il semble d'après ces mots qu'un accord soit intervenu entre Nucé et les officiers licenciés du régiment de Courten, ce que confirme une lettre imprimée de Nucé, datée de Paris, le 27 prairial an 9 (16 juin 1801), à ces derniers : « ... chargé de suivre à Paris la rentrée de vos pensions de retraite, je me bornerai à vous adresser copie de deux pétitions par moi présentées au citoyen Stapfer, ministre plénipotentiaire de la République helvétique, près la République française » pour qu'il intervienne auprès du gouvernement français (*Léopold de Nucé aux citoyens officiers, sous-officiers et soldats licenciés du régiment valaisan de Courten ci-devant au service de France*, 1 cahier imprimé par D. Dupré, Paris, 1801, pp. 1-2).

<sup>7</sup> Les de Courten lui doivent quelque 1730 livres, capital qui aurait dû lui être versé lors de son exclusion du régiment de Courten, auquel sont ajoutés les intérêts des 10 années écoulées depuis.

<sup>8</sup> Cf. *Notice sur la vie du général Emmanuel de Rivaz, écrite par lui-même en 1810*. AV, Rz 62, pp. 79-80, copie.

<sup>9</sup> AV, Rz 21/29/3 : lettre de Nucé au général de Rivaz ; Paris, le 8 messidor (27 juin 1804). De Rivaz avait accusé réception d'un mémoire de Nucé sur les retraites à accorder aux officiers suisses licenciés, « d'une manière civile, mais avec la froideur qui était le résultat » de leur querelle passée ; l'entête de sa lettre portait ces mots : « Monsieur le Général ». Nucé ne semble guère avoir apprécié cette froideur. Cf. AV, Rz 62, p. 77.

encore à Paris <sup>10</sup> » ; maigre certitude dont il faut bien se contenter, tant que des recherches approfondies n'auront pas été entreprises en France.

*Dernières considérations sur Nucé  
et sur son activité au Grand Conseil helvétique*

Etrange destinée que celle de Léopold de Nucé, Valaisan né en Autriche, devenu maréchal de camp en France, puis député en Helvétie. Etrange parce que, somme toute, peu en rapport avec sa personnalité. Nucé n'avait ni la fermeté ni l'âme d'un militaire, il n'avait ni les qualités — sang-froid, rigueur d'esprit, diplomatie et sociabilité — ni les défauts — froideur, manque d'imagination, duplicité — d'un homme politique. C'était un hypersensible, un solitaire, une sorte de romantique ténébreux à qui un caractère difficile et le spleen rendaient « toute société insupportable <sup>11</sup> ». Enfant du XVIII<sup>e</sup> siècle, Nucé ressemblait par son tempérament à Jean-Jacques Rousseau, il avait en tout cas, en plus de la sensibilité exacerbée, la lucidité et la franchise morbides de celui-ci : « J'ai été pendant cinq mois une triste, ennuyante, sotté, maussade bête... oubliez mes contradictions et mes vivacités. Rendez-moi cette amitié qui m'est si précieuse et soyez assuré du désir sincère que j'ai de me la concilier et de la mieux mériter à l'avenir <sup>12</sup> », écrit-il à son ami Cuydard, le 20 septembre 1778.

En raison même de son hypersensibilité, Nucé connut des flambées d'optimisme fébrile. Ce fut notamment le cas au début des Révolutions française et helvétique. Mais ces flambées ne duraient guère. Le déséquilibre de son tempérament se refléta jusque dans son activité au Grand Conseil où son enthousiasme pour sa fonction politique faiblit, dès la fin de 1798, en même temps que la faveur dont il jouissait dans l'Assemblée s'étiolait. Son indiscipline fut cause de cette défaveur. Nucé, en effet, ne fut l'homme d'aucun parti, d'aucun compromis. Il éprouva toujours une forte répulsion pour l'intrigue ; il resta jalousement solitaire, sans chercher à plier ni ses principes ni son indépendance aux nécessités de la politique de parti. Il n'écoula que sa raison ou son cœur. Tantôt lucide, tantôt aveugle, tantôt serein, tantôt fanatique et violent, il ne poursuivit qu'un but : la consolidation de la République et le bonheur des citoyens. Son influence au Grand Conseil n'est pas à dédaigner. Il a contribué, dans une large mesure, à la suppression de lois morales contraignantes et révolues, à la protection des routes, à l'acceptation du principe de l'indemnisation des patriotes persécutés et, sans doute, à l'organisation des troupes républicaines. Il fut un des chefs de file de l'anticléricalisme qui sévit contre le clergé catholique et c'est à lui surtout que les moines du Grand-Saint-Bernard et les Ursulines de Lucerne durent la sollicitude du gouvernement à leur égard.

<sup>10</sup> Georges Six, *Dictionnaire biographique des Généraux et Amiraux français de la Révolution et de l'Empire* (1792-1814), Paris 1934, t. II, p. 262.

<sup>11</sup> AV, Rz 55/61/5 : Nucé à Ch.-Emm. de Rivaz ; St-Valéry-en-Eaux, le 20 mai 1778.

<sup>12</sup> AV, Rz 21/23/3, lettre de Nucé à Cuydard.

Il ne faut pas se leurrer cependant. L'activité de Nucé au Grand Conseil n'en comporta pas moins des lacunes et des échecs. Le général vouvrien se désintéressa, sans doute par incompétence, de questions importantes, telles l'élaboration d'un code pénal et l'organisation des municipalités, et nombre de ses désirs les plus chers ne furent pas réalisés. Malgré ses mises en garde, les forêts ne furent protégées par aucune législation efficace ; malgré ses conseils de modération, les droits féodaux furent abolis dans un enthousiasme quasi général ; malgré son insistance, l'instauration des juges de paix ne put être menée à terme ; malgré ses efforts, la feuille populaire dévia de son rôle d'éducatrice politique du peuple et Nucé, qui en avait si souvent réclamé l'impression, dut se résigner à en voter la suppression. Si le Corps législatif finit par se montrer moins prodigue avec les deniers de l'Etat, ce n'est pas qu'il écouta la sagesse du député valaisan, mais c'est qu'il céda sous la pression des événements. Enfin, le Valais, qui fut l'objet des préoccupations constantes de Léopold de Nucé, ne cessa de végéter dans le marasme d'une économie déplorable et connut un chaos qu'il fut impossible au gouvernement central de maîtriser.

Le 7 août, partout, du nord au sud, de l'ouest à l'est, la République helvétique chancelait, politiquement, économiquement, socialement. C'était la conséquence logique de la chute brutale des anciens gouvernements, des difficultés inhérentes à toute révolution violente, de l'incapacité des nouveaux magistrats en général, de la plupart des députés en particulier. Les politiciens qui avaient forgé leur expérience sous le régime précédent furent remplacés par des hommes neufs, pleins d'enthousiasme certes, mais fort inexpérimentés, du moins dans leur majorité. Nucé, comme tant d'autres en 1798, dut son siège de député ni à son talent ni à une vocation particulière, mais à un concours de circonstances. Cela explique qu'ayant peu d'expérience de la chose publique, il eut rarement une vue d'ensemble sur un problème donné et s'attacha plutôt à quelques aspects particuliers d'une question, qui ne le rebutaient point par leur complexité. Il est difficile de trouver un lien entre ses différentes interventions à la tribune du Grand Conseil, cela d'autant plus que le manque d'organisation du Corps législatif fut grand et que l'examen incessant de pétitions multiples et disparates occasionnaient des commentaires et des prises de position isolés, souvent sans lendemain.

Malgré cela, parce qu'il était cultivé et possédait un don oratoire certain, parce qu'il avait été témoin des errements de la Révolution française et avait une longue carrière militaire derrière lui, parce qu'à une conscience politique et une droiture sans faille il ajoutait une ténacité peu commune, parce que la majorité des idées qu'il défendit furent judicieuses, bien que souvent trop vagues ; à cause de ses flambées de fanatisme et de son acrimonie, à cause de son intransigeance et de son caractère difficile, qui lui aliénèrent la sympathie de ses collègues, Nucé fut une figure marquante du Grand Conseil helvétique. D'autres députés, sans aucun doute, tels Escher et Secretan par exemple, eurent plus d'envergure politique que lui et influèrent, bien plus que lui, sur la législation républicaine, mais aucun n'eut une personnalité plus colorée que la sienne. Bertrand l'a bien vu, qui affirmait : « Nucé sera de loin le plus loquace des députés de son canton et le nombre

de ses interventions à la tribune ne le cédera qu'à leur pétulance. Il en est un peu l'enfant terrible, le Danton en diminutif ; ses incartades provoquent tantôt les rires et les applaudissements, tantôt les murmures et les rappels à l'ordre. Peu se sont assimilés autant que lui le style Directoire où les déclamations les plus démagogiques et les plus féroces s'accompagnent de trémolos humanitaristes et déistes<sup>13</sup>. » Ne serait-ce que par cet aspect, Léopold de Nucé méritait que la présente étude lui fut consacrée, à lui qui restera un des hommes les plus représentatifs d'une époque où il fallait être romantique pour être révolutionnaire et révolutionnaire pour être romantique.

<sup>13</sup> BERTRAND, p. 5.

# Sources et bibliographie

## I. Sources manuscrites

### 1. Berne, Archives fédérales, fonds de l'Helvétique (AF, H).

#### a) *Pouvoir législatif*

- Vol. 13 - 18 : Manuels du Grand Conseil, 12 avril 1798 - 7 août 1800, 6 vol.  
(le vol. 15 est en allemand).  
Vol. 34 - 42 : Protocoles du Grand Conseil, 12 avril 1798 - 7 août 1800, 9 vol.  
Vol. 47 - 49 : Protocoles des séances secrètes du Grand Conseil, 7 mai 1798 -  
4 août 1800, 3 vol.  
Vol. 194 - 195 : Anträge von Repräsentanten, 1798 - August 1800, 2 vol.  
Vol. 200 - 207 : Commissionalgutachten, 16. April 1798 - 20. Mai 1800, 8 vol.  
Vol. 257 : Brief- und Zuschriften aus dem Kanton Wallis, 1798 - 1801, 1 vol.  
Vol. 270 : Die Districtseintheilung Helvetiens, 1798 und 1801, 1 vol.

#### b) *Pouvoir exécutif*

- Vol. 522 : Municipalitäten : Freiburg-Zürich. Friedensrichter, 1798-1801,  
1 vol.  
Vol. 534 : Bürger- und Beamteneid, patriotische Zuschriften, 1798-1801,  
1 vol.  
Vol. 557 - 562 : Unterstützungswesen und Armenanstalten (allgemeiner Titel),  
6 vol.  
Vol. 563 - 575 : Kirchenwesen (allgemeiner Titel), 13 vol.  
Vol. 895 - 898 : Widerstand gegen die Verfassung, Wallis, 1798-1801, 4 vol.

### 2. Sion, Archives d'Etat, fonds de Rivaz (AV, Rz).

#### *Lettres écrites par Léopold de Nuce*

- Cart. 14, fasc. 1, n° 1 et n° 4 : à Eugène de Nuce, 1775 (1 lettre), et à Wegener,  
1798 (1).  
Cart. 21, fasc. 22 : au chanoine Anne-Joseph de Rivaz, 1774-1775, 5 pièces.  
Cart. 21, fasc. 23 : à Cuydard, lieutenant-colonel, 1774-1778, 3 pièces.  
Cart. 21, fasc. 29 : au général de Rivaz, 1792 et 1804 (2 lettres) et à Lacombe-  
Saint-Michel, 1793 (1).  
Cart. 51, fasc. 2 : à Marie-Françoise de Rivaz, 1778 (1 lettre), et à Marie-Julienne  
de Rivaz, 1778 (1).  
Cart. 51, fasc. 6 : à Marie-Julienne de Rivaz, 1767-1789, 17 pièces.



Cart. 55, fasc. 61 : à Charles-Emmanuel de Rivaz, 1775-1797, 21 lettres (dont 1 est adressée à M<sup>me</sup>).

Cart. 55, fasc. 62 : à Charles-Emmanuel de Rivaz et à Anne-Joseph de Rivaz, 1798-1804, respectivement 23 et 1 lettres (+ 1 lettre du général Lorge à Léopold de Nucé, août 1798).

Cart. 64, fasc. 3 : Famille de Nucé. Généalogie. 69 pièces.

Cart. 74, fasc. 12 : Listes originales des nominations faites par l'assemblée électorale du canton du Valais, mai et juillet 1798, 1 cahier contenant des pièces de formats divers, 19 pages.

Vol. 62 : Autobiographie de Pierre-Emmanuel-Jacques de Rivaz, écrite par lui-même en 1810, 1 vol., ms. 20 x 31 cm., 260 pages (c'est une copie du vol. 85).

Vol. 85 : Notice sur la vie du général Emmanuel de Rivaz, écrite par lui-même en 1810, 1 vol., in 4°, 130 pages.

### 3. Autres documents consultés aux Archives d'Etat à Sion (AV, L).

AV, L 23, vol. 7 : Recès de la Diète, 1744-1799, traduction française d'Adolphe de Courten, 1 vol., ms. 24 x 37 cm., VIII + 850 pages dont 140 sont vierges.

AV, L 526 : Manuscrit historique de Jean-Joseph Carrupt de Chamoson (1741-1811) 1 vol., 976 pages réparties en cahiers de formats divers (maximum 24 x 37 cm.).

### 4. Archives communales de Monthey.

Litt. F 132 : Lettre de Léopold de Nucé, représentant du peuple helvétique, aux citoyens président et membres du comité central du dixain de Monthey ; Aarau, le 27 mai 1798.

## II. Sources imprimées

STRICKLER = *Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republick (1798-1803)*, publié par Johannes Strickler, vol. I-XI, Bern, 1886-1911, 11 vol.

*Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik (1798-1803)*, publié par Alfred Rufer, vol. XII-XVI, Freiburg, 1940-1966, 5 vol.

*Léopold de Nucé aux citoyens officiers, sous-officiers et soldats, licenciés du régiment valaisan de Courten, ci-devant au service de France*, cahier imprimé par D. Dupré, Paris, 1801, 10 pages.

Anne-Joseph de RIVAZ, *Mémoires historiques sur le Valais*, publiés par André Donnet, Lausanne, 1961, 3 vol. (*Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 3<sup>e</sup> série, t. 5 à 7).

Heinrich ZSCHOKKE, *Historische Denkwürdigkeiten der helvetischen Staatsumwälzung*, vol. I-III, Winterthur, 1803-1805, 3 vol.

*Journal des deux conseils* = *Journal des deux conseils de la République helvétique une et indivisible*, Lausanne, 12 avril 1798 - 20 juillet 1798.

*Journal du Corps législatif et bull. officiel* = *Journal du Corps législatif et bulletin officiel*, Lausanne, 1<sup>er</sup> mai 1798 - 10 juillet 1798, devenu

*Journal du Corps législatif et bulletin officiel du canton du Léman*, 11 juillet 1798 - 12 juillet 1798 ;

*Journal du Corps législatif et bulletin officiel des autorités du canton du Léman*, 13 juillet 1798 - 27 juillet 1798 ;

*Bull. officiel du Directoire helvétique* = *Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman*, 28 juillet 1798 - 31 décembre 1799 ;

*Bull. helvétique* = *Bulletin helvétique*, 2 janvier 1800 - 11 décembre 1800.

*Der schweizerische Republikaner*, imprimé à Zurich, puis à Lucerne dès le 8.10.1798 et à Berne dès le 15.6.1799, 20. Februar 1798 - 31. Juli 1799.

avec numéros de rattrapage : Mai 1799 - Februar 1800

avec numéros supplémentaires : Juli 1799 - November 1799

suivi de

*Neues helvetisches Tagblatt*, 25. Juli 1799 - 16. April 1800 ;

*Neues republikanisches Blatt*, 8. Januar 1800 - 12. März 1800 ;

*Der neue schweizerische Republikaner*, 21. Mai 1800 - 9. November 1801.

*Bull. des lois* = *Bulletin des loix et décrets du Corps législatif de la République helvétique*, cah. 1, 4 et 5, Lausanne, 1798-1800, 3 cahiers.

*Bull. des lois* = *Bulletin des loix et décrets du Corps législatif avec les arrêts et proclamations du Directoire exécutif de la République helvétique*, cah. 2 et 3, Lausanne, 1798-1799, 2 cahiers.

### III. Bibliographie

#### *Généralités*

*Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, publié sous la direction de Victor Attinger, Marcel Godet, Henri Türlér, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. + 1 supplément.

#### *Histoire de la Suisse*

Johannes DIERAUER, *Histoire de la Confédération suisse*, ouvrage traduit de l'allemand par Auguste Raymond, tomes I-V, Lausanne, 1910-1919, 6 vol. dont certains ont été réédités.

Jean de MUELLER, Robert GLOUTZ-BLOTZHEIM et Johann Jacob HOTTINGER, *Histoire de la Confédération suisse*, traduction de Louis Vulliemin et de Charles Monnard, Paris/Lausanne, 1837-1851, 18 vol.

#### *Histoire de la République helvétique*

Carl HILTY, *Oeffentliche Vorlesungen über die Helvetik*, Bern, 1878, 804 p.

Anton von TILLIER, *Histoire de la République helvétique depuis sa fondation en 1798 jusqu'à sa dissolution en 1803*, ouvrage traduit librement de l'allemand par A. Cramer, Genève/Paris, 1846, 2 tomes en 1 vol., t. I, XVI + 325 p. et t. II, XI + 338 p.

Paul WERNLE, *Der schweizerische Protestantismus in der Zeit der Helvetik 1798-1803*, Zürich/Leipzig, 1938-1942, 2 vol., 589 et 436 p.

### *Histoire du Valais*

Pierre-Antoine GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, Genève, 1904, XII + 645 p.

Louis RIBORDY, *Documents pour servir à l'histoire contemporaine du canton du Valais*, Sion, 1885, 410 p.

SALAMIN = Michel SALAMIN, *Histoire politique du Valais sous la République helvétique (1798-1802)*, thèse, dans *Vallesia*, t. XII, Sion, 1957, pp. 1-281.

### *Biographies sur Léopold de Nuce*

*Almanach généalogique suisse*, 6<sup>e</sup> année, Bâle, 1936, pp. 922-925.

Markus LUTZ, *Nekrolog denwürdigen Schweizer aus dem achtzehnten Jahrhundert*, Aarau, 1812, pp. 378-379.

Georges SIX, *Dictionnaire biographique des Généraux et Amiraux français de la Révolution et de l'Empire (1792-1814)*, Paris, 1934, 2 vol.

BERTRAND = Jules-Bernard BERTRAND, *Léopold de Nuce, un vouvryen, général sans-culotte*, dans *les Petites Annales Valaisannes*, 2<sup>e</sup> série, t. II, 1931-1935, pp. 1-10.

FLEURY = Serge FLEURY, *Les difficultés financières d'un général suisse sans-culotte*, dans *le Journal des débats*, Paris, numéro du 4 février 1927.

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction : La carrière militaire de Léopold de Nuccé . . . . .	19
Avant la Révolution française. — Sous la Révolution française.	
I. Election de Léopold de Nuccé comme député au Grand Conseil helvétique . . . . .	23
Retour en Valais de Léopold de Nuccé. — Election de Léopold de Nuccé. — Le Corps législatif (Grand Conseil en particulier).	
II. La politique valaisanne de Léopold de Nuccé, première partie : Sa politique à court terme . . . . .	28
Nuccé et l'insurrection de mai 1798. — Elections et prestation du serment civique. — Nuccé face à la dégradation de la situation matérielle en Valais.	
III. La politique valaisanne de Léopold de Nuccé, seconde partie : La pacification du peuple . . . . .	35
L'éducation civique du peuple. — L'établissement des juges de paix. — Conclusion.	
IV. L'attitude religieuse de Léopold de Nuccé . . . . .	41
Nuccé et le protestantisme. — L'anticléricalisme catholique de Nuccé. — Les moines du Grand-Saint-Bernard et les Ursulines de Lucerne. — Conclusion.	
V. Autres aspects de l'activité de Léopold de Nuccé au Grand Conseil helvétique . . . . .	49
Les affaires militaires. — L'indemnisation des patriotes persécutés. — La résistance à l'ingérence française. — Les salaires des magistrats. — L'abolition des droits féodaux. — Conclusion.	
VI. L'hostilité de Nuccé au coup d'état du 7 janvier 1800 . . . . .	59
Le coup d'état. — Réaction de Nuccé au coup d'état.	
Conclusion . . . . .	63
Les dernières années de la vie de Léopold de Nuccé. — Dernières considérations sur Nuccé et sur son activité au Grand Conseil helvétique.	
Sources et bibliographie . . . . .	68